DEUXIÈME ANNÉE — N° 54 31 JUILLET 1926

R = 58886 30€ (S)

Cahiers du Bolchévisme

BIMENSUEL

Organe théorique du Parti Communiste Français (S. F. I. C.)

SOMMAIRE

		Pages
Kounitski.....	Jauressisme et Léninisme	1563
Paul Marion.....	Un ministère d'union capitaliste	1571
P. Meunier.....	L'Italie devant le " Banquet colonial ".....	1577
André Reymond..	La grève des mineurs et le prolétariat français.....	1583

ACTION DU PARTI :

Articles de **Ph.-A. Graziani, Devos, Pierre Ferrand, G. Citerne, Saint-Jacques.**

Prix du numéro : UN FRANC

ADMINISTRATION
142, rue Montmartre (2e)

RÉDACTION
120, rue Lafayette (10e)

PARIS

En vente à la LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ
120, Rue Lafayette, PARIS (xe)

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Organe du Comité exécutif
de l'Internationale communiste

Prix : 4 francs

PARAIT TOUS LES MOIS

PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger
3 mois	12 fr.	1/2 $
6 mois	24 fr.	1 $
1 an	48 fr.	2 $

Cahiers du Bolchévisme

Organe théorique du Parti Communiste Français

Prix : 1 franc

BI-MENSUEL

PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger U. P.
3 mois	7 fr.	9 fr.
6 mois	13 fr.	17 fr.
1 an	25 fr.	33 fr.

Les communications aux Cahiers, *concernant l'administration, doivent être adressées à l'Humanité, 142, rue Montmartre ; celles concernant la rédaction, 120, rue Lafayette, PARIS*

DEUXIÈME ANNÉE — N° 54 31 JUILLET 1926

Cahiers du Bolchévisme

BIMENSUEL

Organe théorique du Parti Communiste Français (S. F. I. C.)

Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire... Ce n'est que s'il est dirigé par une théorie d'avant-garde que le Parti peut jouer son rôle de combattant d'avant-garde. N. LÉNINE

SOMMAIRE

		Pages
Kounitski	Jauressisme et Léninisme	1563
Paul Marion	Un ministère d'union capitaliste	1571
P. Meunier	L'Italie devant le "Banquet colonial"	1577
André Reymond	La grève des mineurs et le prolétariat français	1583

ACTION DU PARTI :

Articles de Ph.-A. Graziani, Devos, Pierre Ferrand, G. Citerne, Saint-Jacques.

ADMINISTRATION
142, rue Montmartre

RÉDACTION
120, rue Lafayette

PARIS

JAURESSISME ET LÉNINISME

❖ ❖ ❖

I

L'opportunisme de Jaurès

On ne peut nier le fait que Jaurès est une des plus grandes figures du mouvement ouvrier international de la fin du XIXe et du début du XXe siècles. Naturellement, personne ne doute que cette figure extrêmement caractéristique ait mis toutes ses forces au service des intérêts de la classe ouvrière. Jaurès fut une de ces personnes qui, pendant toute leur vie, s'adonnent à une seule pensée, à une seule idée. Le socialisme fut pour lui cette idée. Il vint au mouvement ouvrier du dehors, mais il lui donna tout le meilleur de son être: son talent oratoire extrêmement puissant, son tempérament volcanique, son grand attachement à l'idéal, ses connaissances scientifiques immenses, son magnifique esprit analytique et son honnêteté désintéressée qu'il mit au service de toutes les idées, justes ou fausses, qu'il estimait être utiles à la cause du prolétariat. S'il avait voulu suivre la voie qu'ont suivie ses anciens collaborateurs — ces nains incapables et lamentables comparés à cet homme extraordinairement doué — il serait monté bien vite vers les sommets de la société bourgeoise. Et si l'on part de certains indices de la description de sa vie, si l'on considère le milieu social dont il est sorti, ainsi que l'éducation qu'il a reçue, alors il faut reconnaître que seulement l'idéalisme (dans le meilleur sens du mot) ainsi que la perspicacité de l'esprit ont poussé Jaurès dans la voie dans laquelle les meilleurs esprits se sont engagés au cours du dernier siècle.

Nous serions pourtant indignes de la mémoire de ce grand homme, si nous n'étions pas capables d'apprécier justement et objectivement son rôle historique.

Cette personnalité extrêmement brillante ne doit pas nous éblouir au point de nous empêcher de l'étudier sous tous ses aspects. Et s'il est nécessaire, pour pouvoir apprécier exactement une personnalité historique, d'avoir une perspective qui nous manque encore au sujet de Jaurès, on peut cependant affirmer que Jaurès fut un opportuniste des pieds à la tête.

Ce fait n'est pas seulement oublié par de nombreux écrivains du camp réformiste ce qui est complètement compréhensible, mais également dans le camp du marxisme révolutionnaire on est enclin à l'oublier.

Il faut que nous nous mettions d'accord que l'opportunisme de Jaurès fut tout autre chose que le plat réformisme des Renaudel, Scheidemann,

Macdonald et autres. Ceux-ci ne font que nager à la surface, leur opportunisme est vide de pensées, de perspectives et sans élan; ils se vautrent dans la fange réformiste bourgeoise et sont incapables de larges horizons de l'évolution historique.

L'opportunisme de Jaurès fut, à n'en pas douter, d'un ordre supérieur. Quoique Jaurès fut opportuniste, il n'oublia quand même jamais les buts finaux. Il n'y allait pas à petits pas, mais à grands pas et c'est ce qui fait que son réformisme se transformait parfois à son contraire. Grâce au fait qu'il fut un homme d'un élan historique magnifique, il était parfois capable d'élever son opportunisme à une hauteur tellement grande, que ce dernier perdait sa nature raffinée. Jaurès ne fut pas un opportuniste se traînant à la remorque des événements. C'était un homme qui réussissait à tout élever à une grande hauteur de principe.

D'où sa double nature de révolutionnaire et d'opportuniste.

II

Les bases générales de la philosophie de Jaurès

Jaurès reçut son instruction supérieure dans la fameuse Ecole Normale et il était fatal que celle-ci laissât des traces profondes dans toute sa philosophie qui, presque jusqu'à sa mort, resta imprégnée d'un certain idéalisme particulièrement doux, de nature philosophique et esthétique.

Nous ne voulons pas parler de son premier travail philosophique *De la Réalité du Monde sensible*, où l'idéalisme terre à terre du professeur bourgeois moyen se fait jour, épicé, il est vrai, par une éloquence spécifiquement esthétique. Mais également dans sa vie ultérieure, pour autant que Jaurès s'extériorisa dans la presse et sur les tribunes publiques il resta, dans le domaine philosophique, sur le terrain de l'idéalisme. Peut-être qu'il dépassa un peu ces conceptions philosophiques reçues à l'Ecole Normale, mais, en tout cas, le matérialisme philosophique, tel que l'a formulé Marx, lui resta totalement inconnu.

Dans le meilleur des cas, Jaurès réunissait les deux. Cette tentative de concilier des conceptions diamétralement opposées, apparaît chez Jaurès, particulièrement dans l'exposé de ses conceptions sociologiques générales. Dans la fameuse discussion avec Lafargue, il disait:

« Je veux montrer que la conception matérialiste de l'histoire n'empêche pas son interprétation idéaliste... Ces deux conceptions, qui semblent s'opposer l'une à l'autre, qui semblent être exclusives l'une de l'autre, je dirai presque que, dans la conscience contemporaine, elles sont à peu près confondues et réconciliées. » (1)

Ces conceptions théoriques de Jaurès furent un appendice de son opportunisme pratique. Jaurès fut également un opportuniste dans la théorie. Il ne peut s'arracher à l'idéalisme qui pèse sur lui de tout son passé, mais son instinct révolutionnaire l'attire vers le matérialisme de Marx vis-à-vis duquel et dans toute une série de questions il montrait, malgré son désaccord complet, le plus grand enthousiasme. Le résultat de cette double tendance théorique est le fameux éclectisme et l'inconstance de toute la conception philosophique de Jaurès.

(1) *Pages choisies*, pp. 358-60.

Il définit ainsi la philosophie idéaliste:

« C'est la conception d'après laquelle l'humanité, dès son point de départ, a pour ainsi dire, une idée obscure, un pressentiment premier de sa destinée, de son développement. Avant l'expérience de l'histoire, avant la constitution de tel ou tel système économique, l'humanité porte en elle-même une idée préalable de la justice et du droit, et c'est cet idéal préconçu qu'elle poursuit, de forme de civilisation en forme supérieure de civilisation; et quand elle se meut, ce n'est pas par la transformation mécanique et automatique des modes de la production, mais sous l'influence obscurément ou clairement sentie de cet idéal. En sorte que c'est l'idée elle-même qui devient le principe du mouvement et de l'action, et que bien loin que ce soient les conceptions intellectuelles qui dérivent des faits économiques, ce sont les faits économiques qui traduisent peu à peu, qui incorporent peu à peu dans la réalité et dans l'histoire l'idéal de l'humanité. » (1)

Cette conception idéaliste de l'histoire, Jaurès voudrait la concilier avec la conception matérialiste. Il maintient son point de vue sur l'idée préconçue quoique cette théorie ne résiste pas un seul instant à la critique logique, ni à la critique historique. Il ne faut pas croire, selon Jaurès, que les changements des formes sociales ne s'opèrent que sous l'influence du développement des forces productives ou d'un changement des méthodes de production. Non, le processus historique accomplit son mouvement en se subordonnant également à certains facteurs intellectuels: L'idée de la justice apparaît comme moteur du progrès social:

« En résumé, j'accorde à Marx que tout le développement ultérieur ne sera que le réfléchissement des phénomènes économiques dans le cerveau, mais à condition que nous disions qu'il y a déjà dans ce cerveau, par le sens esthétique, par la sympathie imaginative et par le besoin d'unité, des forces fondamentales qui interviennent dans la vie économique. »

Jaurès veut donc orner le marxisme de certaines « enseignes purement idéalistes », telles que le « sens esthétique » et la « sympathie imaginative » qui n'expliquent pourtant rien, mais qui, au contraire, ont besoin elles-mêmes d'une explication.

III

Jaurès et le marxisme révolutionnaire

Il faut constater quand même que l'attitude de Jaurès vis-à-vis du marxisme s'est transformée ultérieurement dans ce sens qu'il s'en est approché un peu, mais qu'il n'a jamais été un véritable marxiste. Parfois on trouve, en opposition avec les bases générales de sa philosophie imprégnée d'idéalisme, que dans les œuvres historiques de Jaurès, une vraie source vivifiante de marxisme commence à surgir, et ceci parce qu'il fut un homme d'un grand sens historique. Le matérialisme historique déborda en dehors du cadre étroit que Jaurès lui avait tracé.

(1) *Pages choisies*, p. 360.

L'attitude de Jaurès au cours de la lutte entre le réformisme et le marxisme, est très caractéristique. Il s'efforça également ici de concilier les contraires. Il voulait concilier la lutte de classe intransigeante avec le réformisme, la révolution et le système des compromis et il est naturel que, dans cette synthèse, le réformisme occupait la place principale.

Lors de la fameuse controverse entre Bernstein et Kautsky, Jaurès écrivit ce qui suit:

« Dans la controverse qui s'est élevée au sujet des principes et de la nouvelle méthode du socialisme, entre Bernstein et Kautsky, je suis, dans l'ensemble, avec Kautsky. » (*Bernstein et l'Evolution de la Méthode socialiste.*)

Mais il fait déjà ici cette réserve, qu'il reconnaît également à Bernstein de grands mérites, en ce sens que ce dernier nous força d'examiner nos conceptions fondamentales dans une direction plus proche de la réalité et que, sous ce rapport, il a exercé également une influence bienfaisante sur Kautsky:

« J'ai donc le droit de dire que, dans une assez large mesure, Bernstein a dès maintenant agi sur l'esprit de Kautsky; il y a dans Kautsky, dès maintenant, un peu de Bernstein, et lorsque j'approuve pleinement Kautsky, par là-même j'approuve partiellement Bernstein. »

Jaurès remarque avec une grande finesse qu'il y a une certaine dose de Bernstein dans Kautsky et maintenant nous comprenons clairement, à la lumière de la perspective historique, que Kautsky a cédé, en fait, une partie de sa position à Bernstein. C'est justement cette circonstance qui permit à Jaurès de déclarer qu'il est, dans l'ensemble, pour le point de vue de Kautsky. Simultanément, il déclare être prêt à reconnaître au facteur économique une importance fondamentale. Mais les effets de l'économie sont affaiblis et, parfois même, changés dans la forme par les effets d'autres facteurs sociaux.

« Les mouvements économiques passent à travers la diversité des formes juridiques, religieuses, scientifiques comme un grand vent qui ébranle une forêt aux essences multiples et variées. C'est bien le même souffle qui passe partout et qui, de son large rythme émeut les arbres, quelle que soit leur variété d'essences; mais chacun d'eux répond avec une tonalité particulière, avec une vibration et un rythme particuliers de mouvements; et la forêt tout entière, tout en étant ébranlée et comme conduite par ce grand souffle, réagit à son tour sur lui; elle le disperse et en modifie quelque peu la direction. »

Quelque grandiose que soit ce tableau du point de vue artistique, il faut avouer pourtant que cette comparaison est fausse. On ne peut naturellement pas nier le fait bien connu qu'il existe un certain effet réciproque entre la construction économique d'une société et les autres formes de la vie sociale, mais il est complètement faux de supposer que des facteurs idéologiques ou juridiques soient à même de changer la construction économique de la société de la même façon que ne le fait la répartition des arbres d'une forêt sur la direction du vent. Toutes les formes de la vie économique jouent finalement, par rapport à l'économie, un rôle subordonné, et cette thèse fondamentale du marxisme ne pouvait être pleinement acceptée par Jaurès, mais il en restreignit constamment la portée.

Si Jaurès essaya au cours du temps de se rapprocher consciencieusement des principes généraux de la philosophie marxiste, on ne peut en dire autant

de sa position à l'égard des autres aspects du marxisme. Jaurès maintenait énergiquement son point de vue négatif à la théorie de la paupérisation, en repoussant toutes les tentatives (par exemple celle de Kautsky) d'adoucir et de le représenter comme un partisan de la paupérisation relative et non absolue.

Il prétendait que Marx, qui avait construit sa philosophie sur les schémas de Hegel, avait besoin de la théorie de la paupérisation absolue des masses pour démontrer comment le prolétariat, ramené au niveau d'existence le plus bas, s'élève au rôle de sauveur de toute l'humanité, que cette déduction était complètement analogue à la déduction de Hegel qui démontre la naissance du christianisme par la même antithèse: Christ abaissé au degré le plus bas, et souffrant, se transforma en sauveur mondial. Jaurès n'est pas d'accord avec cela: « Marx s'est trompé. Ce n'est pas du dénûment absolu que peut venir la libération absolue. »

Il est compréhensible que si Jaurès avait vécu la guerre, les révolutions allemande et russe, il n'aurait pas prétendu aussi catégoriquement que Marx avait tort. Nous remarquons la même ambiguïté dans l'attitude de Jaurès dans la théorie de l'effondrement de la bourgeoisie. Si on lui posait la question d'une façon générale: Est-ce que le socialisme est une force révolutionnaire et sera-t-il réalisé par la révolution? alors il répondait affirmativement à cette question sans réfléchir. Combien de belles paroles n'a-t-il pas consacrées à cette question dans son discours prononcé en 1900 (*Bernstein et la méthode socialiste*) — et, soit dit en passant, cette œuvre constitue une des œuvres les plus révolutionnaires et les meilleures que Jaurès ait écrites sur cette question:

« Ils auraient beau se dire que peut-être l'ensemble de la classe paysanne n'est pas préparée, que peut-être même dans la classe ouvrière il y a encore trop de forces inertes ou inconscientes, ils seraient condamnés par la logique même du socialisme, à user, dans le sens révolutionnaire, c'est-à-dire dans le sens d'une transformation complète de la propriété, du pouvoir que l'histoire aurait remis entre leurs mains. »

Ces paroles remarquables peuvent servir d'acte d'accusation contre les lamentables socialistes actuels qui supposent qu'il est nécessaire à la réalisation du socialisme que 100 p. 100 du prolétariat et de la paysannerie se prononcent unanimement en faveur de la Révolution.

Mais si on pose à ce même Jaurès la question déjà plus concrète de l'effondrement de la société capitaliste comme étant une condition nécessaire à l'édification du socialisme, alors il se prononce catégoriquement contre une telle possibilité et procède de la façon suivante à la réfutation des conceptions de Marx: Il présente tout d'abord la conception de Marx sous une forme caricaturale, en lui attribuant une quelconque « attente quasi mystique d'une catastrophe libératrice » et alors il le réfute facilement. Mais il est pourtant facile à comprendre que Marx ne mit jamais ses espoirs dans une quelconque catastrophe mystique ou semi-mystique, mais qu'il parlait tout simplement de la nécessité de la destruction de la société bourgeoise sans laquelle aucune révolution prolétarienne n'est possible. Lénine l'a très bien compris; il a construit là-dessus toute sa théorie de la Révolution et a conduit toute la Révolution russe dans ce sens. Mais Jaurès ne l'a pas compris; lui qui, avec une conviction de fer, relevait la liaison inséparable entre le socialisme et la Révolution, ne fut pas capable de se représenter concrètement en quoi la Révolution socialiste devait trouver son expression.

IV

Démocratie ou dictature

Entre temps, la question de la réalisation du socialisme n'était déjà plus une question de théorie dans l'époque de la Révolution socialiste. Grâce à son sens historique aigu, il ne pouvait pas ne pas comprendre que la première Révolution qui éclaterait dans l'un des grands centres mondiaux, porterait inévitablement le caractère du prolétariat socialiste. Déjà en 1900, Jaurès déclare:

« Nous savons que les choses suivent un tel cours et que l'évolution économique et la marche du prolétariat ont une telle direction qu'il ne se produira dans le monde aucune révolution ou politique ou religieuse ou sociale qui ne soit la nôtre. »

Mais si tel est le cas, si la Révolution prolétarienne est à l'ordre du jour de l'histoire, il faut que nous sachions alors ce qu'il faudra faire le jour de la Révolution. Ici, il apparut également nettement combien Jaurès était éloigné du marxisme révolutionnaire. Marx disait que le prolétariat n'accomplirait jamais la tâche s'il ne détruisait pas, au lendemain de la prise du pouvoir politique, l'appareil de l'Etat bourgeois et s'il ne créait pas son propre appareil.

Lénine, élève génial et perspicace de Marx, développa cette pensée dans *L'Etat et la Révolution*. Les expériences de la Révolution russe qui, dans une certaine mesure, fut couronnée de succès parce qu'elle avait détruit complètement l'appareil d'oppression de l'ancien régime, et les expériences de la Révolution allemande, qui subit une défaite parce qu'elle avait laissé intact tout l'appareil de la bourgeoisie, démontrent entièrement la justesse de sa pensée. Jaurès fut un adversaire décidé d'une telle conception. Il supposait que l'Etat démocratico-bourgeois pouvait passer d'une manière paisible entre les mains du prolétariat et qu'il maintiendrait ses anciennes fonctions. Une telle conception est au moins naïve et en tout cas complètement fausse. Dans la grande lutte qui divise actuellement le prolétariat en deux fractions, sur la question de la démocratie ou de la dictature, Jaurès fut un partisan convaincu de la démocratie et, objectivement, son rôle équivalait à défendre précisément la démocratie bourgeoise puisqu'il n'existe pas d'autres formes de démocratie dans le régime capitaliste.

Ce point de vue général déterminait également son attitude dans la question particulière de la destruction de l'Etat bourgeois et de son remplacement par l'Etat prolétarien et on comprend ainsi que son attitude vis-à-vis des méhodes de la lutte armée pour le pouvoir, devait être le refus ou, dans le meilleur des cas, l'indifférence. Tandis que, dans la doctrine de Lénine sur la révolution, la question de l'insurrection armée joue un rôle très important, Jaurès se sert de cette phrase banale: « Ces grands changements sociaux qu'on nomme des révolutions ne peuvent pas ou ne peuvent plus être l'œuvre d'une minorité. » (*Etudes socialistes*, p. 43, article sur les *Majorités révolutionnaires*.) C'est tout à fait juste. Pour que la Révolution soit couronnée de succès, il est nécessaire que des masses immenses soient prêtes à lutter pour elle; mais la question ne se pose pas ainsi. Pour que la Révolution puisse commencer son cours victorieux, il est nécessaire qu'une certaine fraction de ces masses soulève énergiquement le drapeau de l'insurrection et serve ainsi de point de départ au mouvement de la majorité des masses. Mais

Jaurès démontre que dans notre époque de parlementarisme, de démocratie, de suffrage universel, etc., une minorité est impuissante sous tous les rapports, puisqu'il existe une masse active. (Voir l'article *Les Raisons de Majorité* dans les œuvres réunies *Etudes Socialistes*.) Lénine a démontré théoriquement et pratiquement que l'un ne contredit pas l'autre: une minorité solide et décidée, organisée en parti, constitue l'avant-garde d'une majorité immense et active, mais non éduquée.

D'ailleurs Jaurès est un partisan convaincu des méthodes de lutte légales. Il ne se fatigue pas de répéter la nécessité de conquérir la majorité par le suffrage universel.

« Il n'y a aujourd'hui pour le socialisme qu'une méthode souveraine: conquérir légalement la majorité. » (*Etudes Socialistes*, p. 121.)

Jaurès est enclin à oublier ou à diminuer le caractère de classe de l'Etat et de la démocratie. C'est ainsi qu'il écrit:

« L'Etat dans une démocratie n'est pas exclusivement un Etat de classe et il le sera de moins en moins. Dès maintenant, l'Etat est principalement, mais non exclusivement, un Etat bourgeois. » (*La Propriété individuelle et l'Impôt* dans *Etudes Socialistes*.)

Et il continue ainsi dans le même esprit. Ces lignes sont suffisamment caractéristiques. Elles démontrent que Jaurès se figurait que l'Etat perdrait peu à peu son caractère de classe.

Cela est confirmé par le fait que la lutte pour la République lui apparut comme un but se suffisant à lui-même.

Il va jusqu'à affirmer que, dans une république bourgeoise, le prolétariat est complètement indépendant dans le domaine politique et, en se basant sur cette affirmation, il exige également pour lui l'indépendance dans le domaine économique:

« Par le suffrage universel, par la souveraineté nationale, qui trouve son expression définitive et logique dans la République, vous avez fait de tous les citoyens, *y compris les salariés*, une assemblée de rois. C'est d'eux, c'est de leur volonté souveraine qu'émanent les lois et le gouvernement. » (Voir: *République et Socialisme* dans *Pages choisies*, p. 321.)

Il faut vraiment attribuer une importance excessive aux droits formels, écrits sur le papier, pour croire, comme le fait Jaurès, que le droit de jeter périodiquement dans l'urne un bulletin de vote, donne aux ouvriers l'indépendance politique.

Arrivons maintenant au résultat final. Nous sommes obligés de conclure que Jaurès fut un adversaire résolu de la dictature du prolétariat. Dans cette question primordiale de l'époque actuelle, il se plaçait sur le terrain de la démocratie bourgeoise. Jaurès parla également, et même assez souvent, de la Révolution socialiste, mais elle était pour lui un but final; pratiquement, il ne parlait pas d'un ébranlement et d'une destruction révolutionnaires de la vieille société, mais de la transition progressive du capitalisme au socialisme. Il cherche les éléments socialistes dans la société capitaliste et espère que la nouvelle société surgira tout naturellement de ces éléments. Une série d'articles que Jaurès écrivit contre le parti radical, sur la question de la propriété privée est très intéressante à ce sujet. Dans ces articles, Jaurès démontre comment, dans la société capitaliste, s'opère le processus de la

*

transformation de la propriété privée en propriété collective. Il termine ainsi son article:

« Il se crée ainsi, par l'évolution extrême de la propriété individuelle un domaine capitaliste social, un collectivisme capitaliste qui fonctionne au profit d'une classe, mais qui est l'ébauche bourgeoise du communisme où nous tendons. » (*Etudes Socialistes*, p. 269.)

Jaurès a raison pour autant qu'il voit déjà germer les éléments de la société future dans la société bourgeoise, mais il a tout à fait tort de croire que ce processus, à lui seul, suffit pour le passage au socialisme: il en est une condition nécessaire, mais non la seule.

Kounitski.

(*La fin au prochain numéro.*)

UN MINISTÈRE D'UNION CAPITALISTE

❖ ❖ ❖

Le ministère Poincaré dit d'« Union nationale », appuyé par l'ensemble des forces capitalistes et acclamé comme le sauveur par la quasi-unanimité de la presse politique et d'information, disposera vraisemblablement d'une assez grosse majorité parlementaire dès ses débuts.

Poincaré président du Conseil. Péret président de la Chambre. Les élections de 1924 sont rayées de la politique intérieure française. Nous revoilà donc au temps du Bloc national.

Il ne s'agit pas d'un simple recul. Le Poincaré de 1926 a une signification tout autre que le Poincaré de 1923-1924. La présence d'Herriot et de Painlevé à ses côtés suffirait pour nous indiquer que nous sommes en présence d'un phénomène politique beaucoup plus compliqué qu'un simple retour au vieux Bloc national et à la politique antérieure à celle du Cartel.

Ces deux dernières années sont des plus riches en expériences pour le prolétariat et les classes moyennes. Elles nous révèlent avec une brutalité aveuglante le mensonge de la démocratie bourgeoise, et la duperie du système parlementaire, soi-disant fondé sur les désirs et la volonté de la majorité des citoyens.

Puisque la question financière est aujourd'hui, en France, au centre des préoccupations de toutes les classes sociales, évoquons dans cet ordre de faits les volontés, les promesses et les réalisations démocratiques.

En mai 1924, deux programmes s'opposent, et les électeurs sont chargés de choisir entre la politique financière du Bloc national (prépondérance des impôts indirects, pas d'inquisition fiscale, pas d'entraves à la libre circulation des capitaux, dérogations à la loi de 8 heures, produire beaucoup, limiter la consommation, etc.) et celle du Cartel (prépondérance des impôts directs sur les impôts indirects, plus d'emprunts ruineux, contribution sur la fortune acquise pour régler la situation financière engendrée par la guerre, contrôle fiscal des capitaux, lutte contre les fraudeurs de l'impôt et les déserteurs du franc, maintien intangible des 8 heures, etc.). En somme, le Bloc natio-

nal proposait, avec des formules où il était question de patrie et d'intérêt général, de faire payer les pauvres, tandis que le Bloc des gauches prétendait faire payer les riches.

Les électeurs se prononcent pour le second système. Une majorité cartelliste s'en va siéger à la Chambre. Son chef Herriot est président du Conseil. Les apparences démocratiques inclinent à penser que le programme fiscal du Cartel sera progressivement appliqué. Or, aujourd'hui, le plus naïf villageois radical peut constater que c'est précisément le contraire qui a lieu. C'est bel et bien, et singulièrement aggravée d'ailleurs, la fiscalité des vaincus du 11 mai qui triomphe sur toute la ligne.

Cela paraît inconcevable et mystérieux pour le bon sens démocratique. Mais les changements de majorité et le jeu des combinaisons parlementaires ne peuvent nous donner de cet escamotage de « la volonté populaire » que des explications superficielles.

Il faut étudier la réalité capitaliste et non la fiction démocratique si l'on veut comprendre quoi que ce soit à l'effondrement du Cartel des gauches.

***

De 1919 à 1924, l'industrie lourde française (Comité des Forges, Comité des Houillères, etc.), et ses banques (Banque de l'Union parisienne), c'est-à-dire notre moderne capital financier français, sous le couvert du Bloc national, avait tenu solidement et directement la machine parlementaire et le gouvernement.

Millerand et Poincaré étaient, au pouvoir, ses agents dévoués et puissants. L'échec de l'occupation de la Ruhr et la nécessité d'appliquer le plan Dawes ébranlèrent cette absolue domination.

Certaines banques d'affaires et certains capitaines des industries de transformation dont les intérêts immédiats (politique extérieure « pacifiste » utile aux combinaisons d'affaires internationales, fiscalité intérieure favorable aux opérations de prêts et d'avances de la Banque de Paris et des Pays-Bas, etc.) divergeaient provisoirement des intérêts de notre industrie lourde, prirent la tête du mouvement petit-bourgeois pacifiste et démocratique. Par l'intermédiaire du Cartel des gauches, ils entraînèrent ainsi une grosse partie des masses laborieuses derrière les revendications politiques du 11 mai.

Mais, comme l'histoire de toutes les formations électorales nous l'enseignent, petits bourgeois et travailleurs cartellistes

avaient passé un marché de dupes. Les divisions et les luttes entre les diverses fractions du grand capital sont toujours secondaires et subordonnées aux nécessités de la défense générale de la bourgeoisie en cas de danger intérieur ou extérieur. Or, la France impérialiste de 1924-1926 allait connaître une série de menaces qui sont en train de s'achever en crise, et les divers clans capitalistes, frères ennemis, ne tardèrent pas à se réconcilier pour aboutir, à travers une série de compromis, au compromis présent : le ministère Poincaré.

***

Deux séries d'actions principales ont ruiné rapidement la fragile structure politique de la Chambre du 11 mai :

1° Les difficultés sans cesse croissantes de la France capitaliste, tant au point de vue économique et financier qu'au point de vue international.

Dans l'ordre économique et financier, c'est pour notre régime capitaliste l'obligation, avec une technique inférieure, de concurrencer sur le marché mondial les industries anglaise, allemande et américaine. C'est aussi, avec le besoin de l'inflation (prime à l'exportation) les embarras de trésorerie et les troubles qu'engendrent la chute du franc.

C'est donc la nécessité de briser la fiscalité démocratique ébauchée par les cartellistes sous la pression de leurs électeurs irrités. Tout ce qui est un commencement de contrôle fiscal (carnet de coupons, déclaration obligatoire, etc.) et tout ce qui peut entraver la circulation des capitaux (impôts directs sérieux, loi contre l'exportation des capitaux, etc.) constituent une gêne insupportable pour la bourgeoisie.

Dans l'ordre international, ce sont les échecs successifs de notre impérialisme à Genève, nos expéditions coloniales du Maroc et de Syrie et nos conflits méditerranéens avec l'Angleterre et l'Italie.

Si l'on ajoute à tous ces embarras la pression de plus en plus sévère de la finance anglo-saxonne qui utilise ses dettes de guerre pour pénétrer notre économie, on comprendra comment les diverses fractions du capitalisme français allaient être amenées à se rapprocher rapidement.

2° La politique systématique de l'industrie lourde et de ses banques pour démolir le franc et reprendre le pouvoir d'état. Depuis 1924, nos grands industriels ne rapatrient plus leurs

devises et pratiquent l'évasion des capitaux. Leurs ventes de francs à l'étranger et leurs achats de valeurs étrangères sont, beaucoup plus que la spéculation anglo-saxonne et le déficit (depuis août 1925) de notre balance commerciale, les causes essentielles de la baisse de notre monnaie nationale.

D'autre part, cette chute du franc, les demandes de remboursement des bons, ce plébiscite du capital et de l'épargne, comme disent les journaux réactionnaires, devaient être les moyens de pression les plus efficaces pour amener la majorité cartelliste à composer d'abord, à capituler ensuite et à passer à l'ennemi avec armes et bagages enfin.

En quelques mois, on assista, et c'est bien ce qui marque l'instabilité du monde capitaliste d'après-guerre, à des formations et à des désagrégations de majorités parlementaires et politiques, qui eussent exigé, avant 1914, des années pour se produire.

Dès le ministère Painlevé, l'évolution à droite du Cartel, signe extérieur du regroupement politique des classes, était déjà visible (majorité du 12 juillet 1925), mais c'est surtout depuis novembre 1925, avec Briand, que la situation devint très nette. Briand fut l'artisan parlementaire qui prépara la voie légale à la politique voulue par le grand capital français. La mise en pièces du parti radical fut son œuvre, mais le travail réel avait été accompli, en dehors du Parlement, là où les classes se heurtent et déterminent leur politique.

Cependant, si nos capitalistes sont d'accord pour faire peser sur le prolétariat et les classes moyennes le fardeau des charges financières et économiques (diminution des impôts directs, augmentation des impôts indirects, abrogation des 8 heures, production plus grande, consommation réduite, etc.), ils le sont moins quand il s'agit d'appliquer les mesures pratiques nécessaires pour leur éviter les dangers d'une inflation démesurée.

Caillaux et les experts financiers proposaient des crédits extérieurs pour revigorer le franc, ce qui impliquait la soumission complète à la finance anglo-saxonne.

Nos grands industriels ont hésité. Ils ont reculé devant la stabilisation qui allait enrayer leurs exportations de marchandises. La stupidité d'Herriot, qui s'est achevée en trahison complète, les a servis. Leur homme, Poincaré, est maintenant au pouvoir.

Mais en dépit de ses succès superficiels et provisoires dans le domaine du change (la livre recule momentanément parce

que la pression des banques dirigée contre Herriot a cessé), il ne sauvera pas le franc. Il commencera d'ailleurs par l'inflation (gagée, certes, sur les futures rentrées d'impôts, mais les billets tirés ne le seront pas moins), il continuera par les impôts indirects qui feront monter les prix, et cette hausse des prix engendrera des inflations nouvelles.

On sait quelles misères et quelles perturbations économiques une pareille politique engendrera.

Puis viendra la grande opération chirurgicale : la stabilisation brutale avec crédits extérieurs, et asservissement à l'étranger, car il n'y a pas de stabilisation monétaire en régime capitaliste sans ces deux indispensables conditions.

Ainsi, la période qui s'ouvre avec le ministère Poincaré va-t-elle être décisive pour les masses laborieuses. Selon qu'elles sauront s'organiser et résister ou qu'elles seront passives, c'est la marche vers leur libération ou leur esclavage pour de longues années qui en résultera. Notre parti communiste est devant une tâche immense.

Désillusionnés et indécis à la suite de l'effondrement du Cartel, les travailleurs sont encore loin de comprendre la gravité de l'heure.

Le parti socialiste va pratiquer une opposition habile, strictement parlementaire. Il va s'efforcer de profiter du désarroi des radicaux pour placer sous son influence petits bourgeois et prolétaires encore imprégnés d'esprit démocratique. Il les éloignera de la lutte directe, car ses leaders espèrent qu'après l'expérience Poincaré, la bourgeoisie leur confiera le pouvoir.

Les communistes savent à quoi s'en tenir sur les manœuvres du grand capital et le rôle exact des partis socialistes, mais la grosse majorité du prolétariat et les classes moyennes l'ignorent.

La tactique du front unique nous permettra, si nous savons l'appliquer avec intelligence et persévérance, d'éviter au monde du travail une pareille épreuve. C'est autour de notre programme de revendications immédiates: défense des 8 heures, défense de la capacité d'achat du salaire par l'application de l'échelle mobile, qu'il nous faut organiser et mobiliser les masses que les chefs social-démocrates veulent apaiser et modérer selon le vœu formulé, il y a quelques semaines, par Paul Faure, dans la presse socialiste.

Notre programme financier (l'ensemble des mesures que nous proposons pour stabiliser aux frais des capitalistes) doit nous servir pour développer chez les travailleurs les idées de

contrôle ouvrier et paysan de bloc ouvrier et paysan et de gouvernement ouvrier et paysan, opposées à l'illusoire contrôle fiscal de l'état bourgeois, au Bloc des gauches et au gouvernement démocratique.

Le parti vient de décider une campagne contre le ministère Poincaré. La création de syndicats puissants et l'adhésion des meilleurs lutteurs prolétariens à leur parti de classe sont les moyens pratiques qu'il nous faut mettre en avant pour organiser la lutte directe et collective des exploités contre leurs maîtres.

Les événements nous démontrent que le système parlementaire est désormais périmé.

Pour briser la résistance ouvrière, Poincaré saura combiner l'action de ses forces d'Etat à l'action des groupements fascistes. Ce sont donc de sérieuses batailles de classe qui se préparent. Un ministère d'union capitaliste est au pouvoir. Nous devons nous préparer à une guerre sans merci.

Paul Marion.

25 juillet 1926.

L'Italie devant le " Banquet colonial "

❖ ❖ ❖

DEUX ARTICLES CARACTÉRISTIQUES

L'Italie fasciste, depuis quelques mois, fait retentir les rives de la Méditerranée et l'Europe, de ses cris de guerre.

De toute évidence, elle part à la conquête — diplomatique d'abord, mais militaire ensuite — de nouveaux territoires coloniaux.

Mussolini a très habilement repris aux traités secrets de 1915 tout ce qu'ils pouvaient lui fournir d'arguments pour faire à l'égard des grandes puissances coloniales un chantage audacieux. Et la situation a ceci de comique et de paradoxal : c'est que le dictateur de l'Italie fasciste est le seul, parmi tant de nations prétendues « démocratiques », à pratiquer une sorte de diplomatie semi-ouverte qui paraît d'ailleurs lui fort bien réussir.

Dans quelle mesure les revendications italiennes sur la Tunisie, sur l'Abyssinie sur le Maroc, sont-elles sérieuses ? Dans quelle mesure les unes et les autres sont-elles des « gages » diplomatiques ? Où est le « point sensible » véritable de la politique coloniale italienne ?

Les deux articles suivants le montreront très nettement, en même temps qu'ils montreront de quel robuste appétit l'Italie s'apprête à s'installer à la table du « profitable banquet colonial ».

*
* *

Le premier, de M. Maurizio Rava, a été écrit à l'occasion de la journée coloniale dans la Rivista coloniale *d'avril. Il pose la question d'une façon générale. Mais il la pose avec une extrême vigueur.*

Le second, de M. Francesco Coppola (Tribuna *du 15 juin) pose plus précisément la question du Maroc et de Tanger.*

Tous deux, malgré qu'ils datent de quelques semaines, sont utiles à relire aujourd'hui.

A l'époque où ils paraissaient, on pouvait les interpréter comme de simples mots d'ordre. Aujourd'hui, les clartés que l'on a sur la politique extérieure italienne permettent de penser qu'ils étaient mieux que des mots d'ordre, mais déjà des actes.

A cet égard, on ne peut s'empêcher de remarquer avec quelle habileté Mussolini a su faire servir sa presse dans le concert de la diplomatie et utiliser des techniciens coloniaux, des doctrinaires et des écrivains de premier ordre.

P. Meunier.

*

La prochaine répartition des territoires : Les « no man's land » à l'Italie

Tunisie, Abyssinie, Soudan

Quand on songe que la majeure partie des grands travaux des ports de l'Afrique et de l'Amérique, que les voies ferrées les plus lointaines, les digues et les ponts des grands cours d'eau d'Afrique, les barrages du Nil, ces gigantesques travaux pour l'irrigation du Soudan au confluent du Nil blanc et du Nil bleu, furent imaginés par des ingénieurs italiens, construits par des ouvriers italiens; quand on songe que Lesseps s'inspira, pour le percement du Suez, des études d'un Italien : Negretti; que le désert de Tunisie fut transformé par des Italiens en jardins d'oliviers; que d'immenses territoires d'Amérique furent défrichés par des Italiens; que les machines qui transforment les chutes du Niagara en force motrice portent une marque italienne; que sur le lac Tanganyka, dans le merveilleux travail de maçonnerie, de fer et de ciment armé, qui enjambe le Ringo, il y a une pierre avec cette phrase gravée : « Fait par des ouvriers italiens en 1923. Trois sont morts. Vive l'Italie ! », on ne peut s'empêcher de penser à la grandeur plus que romaine où aurait pu atteindre l'Italie, grâce à sa prodigieuse capacité de travail, si elle avait pu en appliquer à son profit la moitié — que dis-je : le dixième ! — au lieu d'en faire profiter des étrangers.

Le profitable banquet colonial : Question de force !

Jusqu'aujourd'hui, nous sommes demeurés exclus au contraire du profitable banquet colonial. Egoïsme des autres nations ?... Mais il est insensé de parler d'égoïsme. Qui croit que le désintéressement et la générosité sont possibles dans les rapports de pays à pays ? Dans ce cas, générosité et désintéressement sont synonymes de trahison. Les Italiens apprennent à oublier pour toujours les idéologies démocratiques qui, de 1870 à 1922, nous ont anesthésiés. Ils apprennent à considérer le monde comme divisé en deux parties : l'une où il y a les Italiens, la seconde où se trouvent tous les autres.

D'Etat à Etat, il ne reste qu'une seule loi invincible : celle de la force. Et pour être fort, il faut avant tout posséder une claire conscience coloniale.

Tunisie et Haute-Égypte

Il fut un temps où les gouvernants étant fermés à toute idée de grandeur, nos expéditions coloniales furent entreprises quasi inconsciemment, et pour ainsi dire forcées par les autres pays intéressés, comme ce fut le cas à Massaoua, ou par une sorte de réflexe de défense, pour empêcher les autres puissances de nous emprisonner en Méditerranée, comme ce fut le cas pour la Lybie.

Mais la nécessité impérieuse de notre expansion, bien peu la ressentaient; les hommes et les cénacles qu'on appelait dédaigneusement : afri-

canistes, impérialistes, faiseurs de guerre. C'est ainsi que nous avons laissé les autres occuper la Tunisie qui était presque une province italienne où habitaient 67.000 Italiens et pas de Français, à 120 kilomètres du cap Granitola en Sicile, et où renaît, menaçante pour nos côtes méridionales, la base formidable de Bizerte.

Nous refusâmes — politique naïve et périlleuse des « mains nettes » — une collaboration avec l'Angleterre en Egypte, ce qui eût pourtant constitué, même le jour où nous nous en serions désintéressés, un gage de grande valeur pour obtenir des compensations.

Et plus tard, nous restâmes les « mains nettes » le long du corps, quand nous aurions pu acheter Souakin aux Anglo-Egyptiens (et Port-Soudan ne serait pas né !); occuper Zeila et Berbera, ne fût-ce que pour venger le massacre de l'expédition Porro; nous rendre ainsi les maîtres de tous les débouchés commerciaux du Soudan oriental et de l'Ethiopie.

Et par notre occupation des côtes, il eût été impossible à la France de débarquer à Obock et de créer Djibouti.

Toute une période qui va d'Adoua au fameux Accord à trois aurait été bien différente.

Il y eut aussi une époque pendant laquelle un grand précurseur né trop tôt, Crispi, eut la vision très nette de la nécessité d'un empire colonial. Il le voulut, mais il lui manqua la nation colonisatrice.

La bataille d'Adoua, nous la perdîmes, non pas sur le champ de bataille du Rajo, mais en Italie, et Cassala, conquise par nous et défendue par trois victoires sur les derviches avant que les Anglo-Egyptiens ne les aient poursuivis, Cassala, clé du Soudan, centre de la florissante culture cotonnière, nous l'avons presque donnée par force aux Anglais stupéfaits !

Un avertissement : la carte du monde n'est pas intangible

Que les Italiens pendant la journée coloniale, lisent et méditent ces chiffres :

L'Angleterre, avec 314.000 kilomètres carrés et 47 millions d'habitants, a 36 millions de kilomètres carrés de colonies avec 408.699.000 habitants.

La France, avec 536.000 kilomètres carrés et 39 millions d'habitants, a 12.070.000 kilomètres carrés de colonies avec 53.700.000 habitants.

La Belgique, avec 29.000 kilomètres carrés et 7 millions et demi d'habitants, a 2.311.000 kilomètres carrés de colonies avec 5 millions d'habitants.

L'Italie, avec 286.000 kilomètres carrés et 42 millions d'habitants, a 2 millions de kilomètres carrés de colonies et 1.953.000 habitants.

Deux millions de kilomètres carrés de colonies contre les 36 millions de kilomètres carrés de colonies anglaises, les 12 millions de kilomètres carrés de colonies françaises !

Ces chiffres, avec ceux de notre superficie métropolitaine et de notre dernier recensement, disent aux Italiens et aux étrangers, que le problème colonial n'est pas pour l'Italie comme pour les autres nations, seulement un problème de puissance et de richesse, c'est aussi un problème d'existence.

L'Italie ne menace pas, elle prévient.

L'Italie ne veut pas entrer en guerre contre chacun par manie de conquérir, mais elle ne veut pas qu'on lui barre le chemin.

L'Italie ne veut dépouiller personne; mais elle rappelle à qui l'accuse d'impérialisme que les colonies allemandes furent réparties entre tous les alliés à l'exception d'un seul : de celui qui sauva deux fois la France (*sic*) et détermina avec la chute des Habsbourg la victoire de l'Entente (*resic*).

L'Italie demande que les autres puissances, préoccupées de leur pénible digestion de territoires, n'inventent pas maintenant — et maintenant seulement — l'histoire de l'intangibilité de la carte du monde. Mais par-dessus tout, elle exige que, lorsqu'elles décideront des changements inévitables dans la carte, en Afrique où existent encore de nombreuses zones vagues, de « *no man's land* » simplement entourés de lignes de couleur sur les atlas, les nations déjà riches ne tentent pas comme par le passé, d'augmenter encore leur place au soleil.

Ce serait une tentative inutile et périlleuse.

Avertissement à ceux qui, outre-Alpes et outre-mer nous regardent !

MAURIZIO RAVA.

❖ ❖ ❖

Moins de démonstrations verbales d'amitié : Des concessions pratiques !

Voix délibérative à Tanger

Aujourd'hui commencent à Paris les pourparlers franco-espagnols pour la liquidation de la victoire du Rif. Vendredi, à la Chambre, M. Briand écartait l'hypothèse d'une conférence internationale parce que la France qui a « son opinion, sa voix, son autorité » s'y opposerait (1). Samedi, le *Temps* soutenait la même thèse. L'un et l'autre, peut-être seulement pour en louer la « correction » n'ont pu éviter de parler de l'Italie, ce qui prouve qu'en France même, on a senti qu'il existe dans cette question un intérêt italien. Déjà, la presse anglaise l'avait affirmé explicitement et à diverses reprises, d'une façon plus précise que la presse italienne, qui se tenait dans une attitude expectative. Attitude discrète, mais vigilante et qu'on ne doit pas confondre avec la négligence ou l'acceptation *a priori*. Sur ce point, qu'il n'y ait aucun doute.

Avant tout, il y a deux questions, liées par des liens naturels d'interdépendance, mais qu'en bonne logique, il vaut mieux séparer : celle de Tanger et celle du Rif.

Tanger et le Rif

Il y a bien eu une tentative officieuse de rapprochement plus étroit quand on a parlé de céder à la France une partie du Rif en échange de la possession intégrale de Tanger par l'Espagne. Mais, dans ce cas

(1) Il n'y a pas eu en effet de conférence internationale. Les conversations diplomatiques de puissance à puissance sont plus propices aux marchandages et aux mauvais coups. C'est à quoi s'est résolu M. Briand. Des conversations se poursuivent aujourd'hui entre M. Besnard et M. Grandi qui justifient l'article de M. Coppola (N. D. L. R.).

la France et l'Espagne eussent disposé à elles deux, de Tanger qui est international, c'est-à-dire d'une chose qui ne leur appartient pas : hypothèse absurde qui ne vaut pas qu'on s'y arrête (1).

Le régime international de Tanger est déjà vivement discuté; le droit de l'Italie à y participer à égalité avec les autres est déjà démontré fortement, et on en reparlera sous peu, car la question est loin d'être close; elle doit être reprise, et elle sera reprise.

Quant à la question du Rif, elle est de première actualité au contraire. Là aussi, les légitimes intérêts de l'Italie ont été démontrés par les spécialistes, au point de vue juridique avec l'interprétation exacte des traités et des événements d'ordre général ou local survenus entre temps. Toutefois, sans renoncer aux arguments juridiques, il vaut mieux poser le problème sur une base politique, ou si l'on préfère, historique et géographique.

Et d'abord, dans la question du Maroc, il faut distinguer deux aspects : l'aspect local et colonial, celui de la division intérieure des zones, et l'aspect méditerranéen, celui de la sécurité et de la liberté de la porte occidentale de la Méditerranée. On peut se demander à quel point l'Italie, lors des précédents traités, s'est désintéressée du premier aspect de la question. On ne peut en aucun cas supposer au contraire, qu'elle aurait renoncé à aucun moment, même de la façon la plus mince, à la plénitude de ses droits en ce qui concerne le second aspect de la question : celui de la Méditerranée.

Les portes d'Hercule à l'Italie

Il est évident et élémentaire qu'on ne peut de bonne foi les mettre en discussion.

L'Italie, non seulement est une grande puissance méditerranéenne, mais elle est *l'unique grande puissance entièrement baignée par la Méditerranée*, sans autre possibilité de communication par mer avec le monde, sinon par la Méditerranée. De quatre côtés, son trafic se fait par elle et ne pourrait se faire sans elle. Presque tout ce qui est indispensable à sa vie et toutes les matières premières indispensables à ses industries arrivent par la mer. Les chemins de son importation et de son exportation, de son émigration et de son expansion, de sa puissance et de sa liberté passent par la Méditerranée, et nécessairement par les portes de la Méditerranée dont la partie occidentale est jusqu'ici la plus importante. La sécurité et la liberté de cette porte sont donc pour l'Italie d'une importance capitale.

Aujourd'hui, dans le détroit de Gibraltar, deux puissances étrangères sont déjà installées sur une position stratégique dominante. L'une, l'Espagne y fut placée par la nature; l'autre, l'Angleterre s'y est placée de force avant que l'Italie eût de l'autorité dans la politique internationale. Mais qu'aujourd'hui, s'y installe encore une grande puissance navale et militaire comme la France, cela, l'Italie, si elle ne veut pas devenir prisonnière, ne peut absolument pas y consentir sans obtenir des compensa-

(1) C'eût été cependant conforme à la doctrine professée par M. Coppola lui-même qui dans un autre article remarqué, déclarait que les « situations juridiques » ne comptent pas, et que seules les « nécessités et la politique réaliste fondent le droit des nations » (N. D. L. R.).

tions concrètes et locales qui lui donnent pleine assurance de la sécurité et de la liberté de son trafic, en paix comme en guerre.

CONCLUSION : l'Espagne et la France sont libres de s'entendre entre elles pour ce qui concerne le versant *méridional* du Rif. Mais si leurs négociations à deux devaient amener la France à s'installer sur le versant *méditerranéen* du Rif, alors l'Italie ne pourrait laisser faire sans réclamer des garanties concrètes.

Aux Français, pour la cordialité des relations réciproques qui tiennent à cœur autant aux uns qu'aux autres, il est temps de dire franchement ce que les Italiens pensent.

Leurs protestations d'amitié qui, ces derniers temps, sont redevenues fréquentes nous sont, sans doute, fort agréables. Mais les Italiens ne peuvent oublier que semblables protestations d'amitié leur étaient faites de cette même France lorsque, en pleine guerre (comme le démontrent les documents russes publiés ces jours-ci par « *Politica* »), l'Italie était trompée et dépossédée par tous et par ses trois alliés d'un commun accord, et dans plusieurs autres occasions analogues. Et nous ne pouvons pas aujourd'hui nous empêcher de constater que toutes les fois où l'on passe du général au spécifique, du vague au concret, de l'imprécis au pratique, les amicales déclarations des Français font place systématiquement à l'intransigeance la plus obstinée.

Il serait en vérité extrêmement utile que les démonstrations d'amitié descendissent un peu, et au plus vite, de l'universel au particulier.

FRANCESCO COPPOLA.

LA GRÈVE DES MINEURS

et le prolétariat français

❖ ❖ ❖

I. La bataille des mines

Pour saisir l'importance de la grève des mineurs anglais il convient d'avoir devant les yeux ce passage d'un discours d'un leader conservateur : « Une grève de trois semaines sera pour l'Angleterre un incident heureux. Le pays pourra se relever d'une grève de six semaines avec un gros effort. Une grève de trois mois serait un désastre dont les suites chargeraient lourdement l'avenir de la Grande-Bretagne.. » Ces paroles furent prononcées dans la joie du triomphe, après l'échec dû à la trahison de la grève générale. Aujourd'hui les mineurs sont au 84e jour d'une bataille très rude. De leur côté, nulle défaillance ne vient désunir leur magnifique cohésion. En face, à six jours de l'échéance des « trois mois » de conflit désastreux pour l'avenir », des fléchissements se montrent dans le camp patronal et dans celui du gouvernement. La victoire du 12 mai sur la grève générale fut une victoire politique. Victoire d'un jour. La magnifique ténacité des mineurs britanniques annonce au gouvernement de Baldwin une défaite économique, prélude d'autres surprises.

II. La grève s'éternise

Dans le précédent numéro des *Cahiers du Bolchévisme*, un manifeste du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a analysé les causes et les leçons du conflit minier. Nous y renvoyons les lecteurs qui voudront comprendre comment la crise du capitalisme anglais et l'histoire du mouvement ouvrier britannique rendit inévitable de part et d'autre la grève générale du début de mai. La grève s'imposa, grandit, gagnait d'audace d'heure en heure. Elle fut trahie et recula.

Revenons à cette date du 14 mai 1926 où G.-H. Thomas, le chef jaune de la Fédération des cheminots, ramenait ses syndiqués sous l'insolence des Compagnies de transport aux conditions déshonorantes qui suivent :

1° La réintégration « dans la mesure où il y aura du travail ».

2° La reconnaissance par les mineurs que la grève fut un acte préjudiciable, et la reconnaissance du droit légal des Compagnies à réclamer des dommages et intérêts aux grévistes et aux personnes responsables.

3° Les Trade-Unions s'engagent :

a) A ne plus donner à leurs adhérents l'instruction de se mettre en grève sans négociations préalables avec les Compagnies;

b) A ne donner aucun appui à leurs membres à l'effet de prendre des mesures quelconques non autorisées;

c) A ne pas encourager les employés de la catégorie spéciale de la direction et de l'inspection à participer à une grève quelconque.

4° Le transfert des grévistes réintégrés sera peut-être nécessaire, mais le salaire de ces derniers ne sera réduit en aucun cas.

5° L'accord n'est pas applicable aux personnes coupables de violences et d'intimidation.

Et le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste définit ainsi la situation actuelle du prolétariat anglais (à fin mai 1926): « un renforcement relatif des positions de la bourgeoisie, une déroute provisoire de la majeure partie de la classe ouvrière, le groupement des forces révolutionnaires autour des mineurs en même temps qu'une offensive de la bourgeoisie ».

Le prolétariat britannique a fait pendant ces dernières années des progrès considérables. Il a remporté des victoires sur le vieil opportunisme chrétien et légaliste qui le ligotait. Sa conscience de classe a grandi mais non de façon décisive. Pour la première fois dans son existence il votait, en août 1925, au Congrès de Scarborough, une motion contre l'impérialisme de la Grande-Bretagne dans ses colonies. Il prenait la tête du mouvement syndical dans la Fédération d'Amsterdam pour entamer au côté des syndicats russes la campagne, qui sera décisive pour l'Unité syndicale internationale. Dans la grève générale, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier moderne de la Grande-Bretagne, la question de l'emploi de la violence, de l'armement de la classe ouvrière, de la fraternisation avec l'armée et la marine a été discutée fermement dans la pressse dans les assemblées avec la participation directe des masses. La bataille économique pour les mineurs s'est élargie en bataille politique.

Mais les progrès n'ont pas été assez décisifs, la conscience a fait un pas, un grand pas vers la vie. Il a manqué pour vaincre aux ouvriers anglais un plan de combat et des chefs révolutionnaires. Trahis, ils durent reculer. La bourgeoisie anglaise respira.

Mais la victoire appelle la victoire. L'offensive du capitalisme vainqueur se développe. Le recul du prolétariat s'arrête sur une ligne de repli contre laquelle vient se heurter l'offensive de Baldwin.

Cette position de repli c'est la grève des mineurs. La guerre de mouvement de la grève générale fait place à la guerre d'usure contre le prolétariat des mines, dernière force invaincue des Trade-Unions anglaises.

Première période : Au début, la bourgeoisie britannique, toute à la joie du succès, surestima sa victoire. La sauvage répression contre les grévistes, vengeance de la peur éprouvée, manifeste cet excès de confiance. Mais cela a pour effet de renforcer la colère obstinée des mineurs, qui savent à présent à quel prix ils paieraient leur défaite. La démoralisation qui suit la trahison du 12 mai s'efface peu à peu. La combativité revient tandis que la guerre se prolonge, guerre d'usure et de famine: la faim alimentaire chez les ouvriers, la faim de charbon, ce pain de l'industrie, dans les fabriques anglaises. Sur le champ de bataille rétréci des charbonnages, les deux classes de Grande-Bretagne sont autant que jamais aux prises.

Des dates jalonnent cette première phase. Le 23 mai, Cook, relevant de maladie, revient à Porth, dans le district minier, aux acclamations de la foule ouvrière. La solidarité russe a envoyé 274.000 livres. On peut tenir, on tiendra. Les éléments moraux et matériels de la lutte ne feront pas défaut.

Le 31 mai expire l'ultimatum de Baldwin sur le nouveau subside à l'industrie charbonnière à condition que des pourparlers soient engagés par les industriels et les mineurs sur la base de la prolongation de la journée de travail et de la réduction des salaires. Aucun pourparler n'est ouvert ni d'un côté ni de l'autre. Cook fait flétrir par les mineurs l'abandon des leaders et dénonce le compromis de Hodge, chef de droite, comme « la plus vile des trahisons ».

Le 8 juin, à la cinquième semaine de la grève, la guerre d'usure tourne au désastre industriel de l'Angleterre. Les stocks s'épuisent. Chaque semaine voit le « manque à extraire » de cinq millions de tonnes de houille. La faim du charbon se fait sentir; des usines ferment. Il y a 500.000 chômeurs de plus (non compris les 1.100.000 mineurs) que le 30 avril 1926.

Deuxième période : Devant cette situation qui, *seulement à présent*, devient grave, la bourgeoisie anglaise se décide à agir. En effet, il est aisé de comprendre qu'il aurait été préférable pour les capitalistes et leurs représentants gouvernementaux de voir la grève des mineurs succomber d'elle-même, entraînée par les suites de la débâcle de la grève du 3 au 12 mai. Cela aurait signifié pour le prolétariat britannique la perte, pour un temps, des grandes grèves comme moyen de lutte efficace contre le capitalisme. Mais Baldwin et les Compagnies firent là un faux calcul et qui se retourna contre eux. La grève tint bon. La disette vint. Les conservateurs anglais dressent un plan de campagne pour finir cette exaspérante et héroïque obstination des mineurs. Le plan d'attaque visait deux objectifs. Il s'agissait d'atteindre à la fois l'unité morale et les moyens matériels de la résistance. Il s'agissait d'autre part de ne pas engager à fond

le gouvernement de Baldwin qui tient à garder le rôle avantageux « d'arbitre impartial au-dessus des classes » préjugé fort répandu dans les masses anglaises (et autres pays occidentaux). Le gouvernement ne fera pas pression directement sur les mineurs. Il lancera contre eux des comparses. Pour briser l'unité morale, des offres de conciliation sont faites. Le 9 juin une entrevue est ménagée entre les propriétaires des charbonnages et les représentants des mineurs Cook, Smith et Richardson. Les mineurs s'inquiètent et exigent de leurs mandants l'assurance *qu'aucun* compromis ne sera marchandé. La manœuvre est à l'eau. L'entrevue échoue.

Le 10 juin, deuxième attaque. Jonhson Hichs, le représentant des Die hards dans le ministère, se livre à une violente offensive contre l'U.R.S.S. au sujet des subsides des syndicats russes aux ouvriers anglais Il s'agit là de dénoncer la volonté subversive du gouvernement soviétique qui veut susciter la révolution chez ses concurrents! Cette campagne grossière ne manque pourtant pas d'une élémentaire habileté. En ameutant le patriotisme britannique contre l'Or rouge on poursuit un triple effet: « Démoraliser les mineurs qui, espère la bourgeoisie, ne voudront pas jouer le rôle d'agent d'un ennemi extérieur. En tous cas dresser contre eux l'opinion publique et leur enlever des alliés dans la population du Royaume « Uni » (*sic*). Enfin la bourgeoisie sait que la solidarité russe est le principal aliment qui permet aux mineurs de tenir. On n'a pas eu leur volonté par la surprise, on la brisera par la faim. Le 11 juin, fort habilement, Baldwin « l'arbitre impartial » tire son épingle du jeu. Il ne suit pas lord Birkenhead dans son attaque contre l'U.R.S.S. Mais le 13 juin le Foreign office envoie au gouvernement des soviets un ultimatum insultant. La diplomatie des Ouvriers et des Paysans russes relève le défi. Le 15 juin la réponse du Commissariat du Peuple aux affaires étrangères, à la fois modérée et superbement ironique vint souffleter l'arrogance des lords. « *L'Etat des Ouvriers et des Paysans russes ne se sent pas le droit d'empêcher la solidarité des ouvriers et des paysans russes de porter secours à des frères de classe.* »

Pour combler la mesure de l'échec gouvernemental, à Londres même le prolétariat anglais se ressaisit et porte secours aux mineurs. L'aile gauche syndicale anglaise se réunit le 20 juin, porte à la présidence le communiste Vaughan et flétrit la trahison des chefs de droite. Ceux-ci, légitimement inquiets décident, le 21 juin, de ne se réunir qu'à la fin de la grève.

*
* *

Sans sortir de leur résistance passive, avec leur tempérament propre où le flegme et la splendide opiniâtreté des soldats de Wellington sont mis cette fois au service d'une cause plus avouable que les entreprises militaires au profit d'une bourgeoisie insatiable, les mineurs ont remporté un succès d'une grande portée tactique. Ils vont forcer le gouvernement « d'arbitres impartiaux » à se dé-

masquer plus complètement encore. Ils vont rallier autour d'eux toutes les énergies révolutionnaires et les sympathies des couches hésitantes. Les masses vont aux vainqueurs. La conscience de classe se ranime, les combativités ressuscitent. A un mois et demi de la défaite de la grève générale, une grève invincible vient infuser aux masses ouvrières cette idée génératrice de victoires immanentes: La grève générale est morte! Vive la grève générale! Vaincue elle vaincra à son heure !

Une 3e période s'ouvre: La bourgeoisie anglaise amorce une retraite. Il ne s'agit plus de faire accepter aux mineurs la prolongation de la journée de travail *et* la baisse des salaires, mais la journée de 8 heures (au lieu de 7) *sans* diminution de salaires. Cela équivaut d'ailleurs à une diminution de 13 1/2 p. 100. Aussi entêtée que les mineurs, la bourgeoisie anglaise ne recule que pied à pied. La crise où se débat l'économie anglaise lui fait d'ailleurs une obligation pénible de mesurer ses concessions à l'échelle de ses difficultés.

Le 23 juin Baldwin dépose un projet gouvernemental sur les huit heures dans les mines et la réorganisation de l'industrie minière. Ce rapport, d'une habileté hypocrite, feint une impartiale critique du patronat et des ouvriers. Le 30 juin la loi est votée aux Communes par 355 voix contre 163.

Le 9 juillet la Chambre des lords adopte le projet après des objections de forme au nom des propriétaires où Baldwin se donne le beau rôle (facile) de paraître critiquer le patronat.

Le 12 juillet réouverture des mines. *Pas une rentrée.* Les mineurs ont répondu.

Pour mesurer l'ampleur de l'échec gouvernemental il faut rapprocher ce fait de cette statistique que Pertinax donne dans *l'Echo de Paris* du 1er juillet. Le chiffre des chômeurs est de 1.675.000, supérieur de 600.000 au chiffre du 1er mai. Il y a dans les mines de fer 61 p. 100 de chômeurs.

Dans les hauts fourneaux 58 p. 100. Dans les fonderies et aciéries 73,3 p. 100. Dans les constructions navales 38,3 p. 100. Dans le textile coton 26,5 p. 100. *Selon lui les mineurs anglais accepteraient plutôt une baisse de salaire que l'abandon des 7 heures.*

« Et ces brutes ne veulent pas descendre. »

La 4e période marque un recul plus rapide de la bourgeoisie britannique. Il s'agit de masquer l'ampleur de l'échec. Les valets de la droite des Trade Unions et les figurants de l'Eglise servile vont s'employer à une brève fantaisie destinée surtout à illusionner les mineurs. Cette intervention humoristique ne tient pas d'ailleurs longtemps le tapis. Le 15 juillet Trade Unions et Eglise « indépendante » décident d'intervenir, le 20 juillet; réception par les mineurs de la délégation des Eglises. Echec et liquidation.

Au point où nous en sommes une nouvelle tentative s'ébauche. Les valets ont échoué. Les maîtres s'en mêlent. Les banquiers lancent

l'idée un prêt à l'industrie minière. Si une telle offre réussit, ce qui est possible, la solution du conflit serait ajournée de quelques mois dans l'avenir. Cela permettrait peut-être à la bourgeoisie anglaise de respirer en lui ouvrant l'espoir d'un nouvelle lutte dans de meilleures conditions.

III. L'importance mondiale de la grève des mineurs anglais

La grève anglaise a sonné le rappel du prolétariat européen et des bourgeoisies occidentales. Les classes vont au secours des leurs. Les contre-coups de la grève des mineurs se feront sentir dans l'histoire alors que la grève ne sera plus qu'un fait lointain qu'ignorera l'actualité.

L'aide des bourgeoisies: Elle se produisit surtout par des vœux publics lors de la grève générale. Il s'agissait d'ailleurs surtout de défigurer le prestige de la bataille anglaise dans les prolétariats nationaux sous le joug du capital. Au fond la solidarité bourgeoise se paie. Il se mêla, dans le concert des encouragements à la résistance pour Baldwin, une satisfaction assez mal dissimulée de voir se débattre dans des embarras qu'on savait transitoires un concurrent sérieux dans les compétitions mondiales. On vend du charbon à Baldwin. On ne le lui *donne* pas. On le lui *vend cher*. Les roubles russes, eux, ne se comptent pas en roubles au débit du prolétariat anglais. Ils se retrouveront tôt ou tard en solidarité ouvrière dans le libre essor commun de la construction socialiste.

Quoi qu'il en soit il passe du charbon en Angleterre. Il en passe même trop.

Le 14 juin, 23 navires de Rotterdam apportent 500.000 tonnes de charbon d'Amérique. Le 17 juin 119.000 tonnes sont expédiées de Hollande en Angleterre. Le 25 juin 19 navires partent pour l'Angleterre, 13 d'Allemagne, 4 de Sibérie, 2 d'Amérique, 2 de Rouen. A la conférence internationale de la F. S. I. les Anglais chiffrent à 1 million 1/2 de tonnes l'exportation du charbon des divers états vers l'Angleterre.

La Solidarité ouvrière: Le prolétariat au pouvoir se porte au secours du prolétariat asservi. Le 10 mai les syndicats russes expédient 250.000 roubles aux grévistes, le 23 mai: 274.000 *livres* ont été versées, le 29 mai: Dogadov promet l'envoi (malgré la crise du tchervonetz) de 3 millions 1/2 de roubles, le 12 juin: 830.000 ouvriers agricoles envoient 1.000 livres au fonds de grève. Les syndicats russes, à cette date ont expédié 3.627.000 roubles de plus que les chiffres promis par Dogadov. *14 juin:* l'Angleterre capitaliste souffre à son tour de la faim et de la soif du fait que les Russes ne lui expédient *depuis le début de la grève ni pétrole ni charbon.* Au 12 juillet arrivent en Angleterre 37.000 livres des Russes. Le 23 juillet, sur 657.000 livres reçues en Angleterre, les syndicats russes en ont versé plus de 450.000.

Le prolétariat d'Europe, avec les difficultés dans la mobilisation des masses qu'entraîne pour lui sa subordination à l'appareil bourgeois, se mit en route à son tour. Mais il fallut compter dans ce mouvement l' « indispensable » sabotage de la part des chefs de droite des organisations réformistes. C'est une « bonne » habitude qui ne les lâchera pas de sitôt. Mais ce sabotage prévu doit et devra compter de plus en plus avec la pression des masses qui s'éclairent.

Le 7 mai: la C. G. T. repousse l'appel de la C. G. T. U. pour le front unique de soutien à la grève générale.

Le 9 mai: à l'échelle internationale la F.S.I. (Amsterdam) accepte le « principe » du sabotage et de l'embargo sur les charbons. Principe qui restera précisément théorique. Pour l'action pratique refus d'unité de front avec l'I.S.R.

En fait au 1er juin la fédération des mineurs confédérée (France) n'a rien fait. Le 17 juin conférence des mineurs à Essen. Le 25 juin appel du P.C.F. Le 5 juillet Manifeste pressant de l'I.C. Le 18 juillet le Comité de la Fédération américaine du Travail lance un appel, pour 30.000 organisations, en vue d'une aide aux mineurs (au nom de la philanthropie !).

Mais les répercussions économiques du conflit débordent l'inertie des chefs de droite. Le 11 juin, à une grève de solidarité des dockers de Dunkerque, le patronat riposte par un lock-out. Le 17 juin, grève de solidarité à Boulogne et Anvers. 30 juin, grève à Rouen. 20 juillet, nouvelle grève à Anvers.

Naturellement il ne faut pas juger le mouvement des masses ouvrières en France et en Belgique à l'échelle du secours des Russes. Il ne faut ni surestimer l'idéologie internationale qui l'anime, ni nier le profond courant de sympathie active qui va vers les mineurs dans la bataille. En fait deux éléments poussent à la solidarité en France. D'une part, la crise économique raréfie et renchérit le charbon qui, cet hiver, sera rare dans les foyers des travailleurs de France. D'autre part, l'appel à la production dans la région du Nord crée des conditions favorables pour la lutte pour l'échelle mobile à laquelle les travailleurs sont acculés par l'inflation monétaire et la hausse des prix.

Si l'on jette un regard vers les perspectives économiques ouvertes par un échec des mineurs, on peut prévoir cette éventualité comme très probable: La baisse des salaires oriente la production houillère anglaise vers une baisse du prix de revient de la houille pour en faciliter l'écoulement sur le marché mondial. Pour se mettre au pas sur le concurrent ainsi avantagé, les compagnies houillères de France et de Belgique devront se préparer à une guerre internationale du charbon, entraînant la nécessité de prolonger la journée des mineurs en France et en Belgique. (*Daily Telegraph*, journal conservateur anglais, 30 juin.) Perspective qui donnera à réfléchir, *dès qu'ils la connaîtront*, aux mineurs de ces deux pays. A toutes les causes de misère qu'entraîne pour les ouvriers l'inflation, la dé-

flation, les consolidations fragiles et les plans Mellon-Bérenger, voudront-ils voir s'ajouter, par manque de solidarité aux travailleurs d'en face, l'intervention tragique de la « guerre du charbon ».

IV. Importance mondiale de la bataille anglaise

La crise économique anglaise est liée à la crise en France. *Pourquoi?* Parce qu'il y a une crise européenne dont les deux ne sont qu'une partie. De quoi souffre l'économie en France. La guerre a entraîné un grand développement des forces de production en France et dans tout le monde.

En France, là où il y avait de petites usines, il y a des usines énormes. Citroën, Renault sont nés de la guerre. L'électricité des Alpes s'est développée pendant la guerre. Tout ce surcroît de moyens de production se trouve accumulé en vain. La guerre finie, les débouchés militaires se ferment. Le marché mondial se rétrécit. Il y a plus de moyens de production pour un marché moindre. Du développement industriel de la guerre, il ne reste en Europe qu'une dette formidable, rançon des avances faites à l'industrie. Un concurrent colosse s'est levé par delà les mers. L'Amérique a drainé l'or du globe, doublé ses moyens techniques. Le concurrent américain parle en maître. Il lui faut chaque jour de nouveaux débouchés. Sa puissance financière fait de lui l'auxiliaire obligatoire des concurrents ruinés d'Europe. Mais son aide se paye. Le plan Dawes, le plan Mellon, les prêts Morgan sont les liens étroits par lesquels l'oncle Sam prépare et assure la colonisation de la vieille Europe.

La concurrence des intérêts jette les impérialismes l'un contre l'autre, la France, l'Angleterre ruinées se voient dans l'obligation de reporter sur leur prolétariat, par l'inflation ou le chômage, le poids de leur défaite économique. Les luttes de classe en Europe se font sur le terrain suivant: Qui doit payer les frais de la guerre ? Qui doit supporter le poids de la crise économique ?

A moins de subir le joug renforcé de l'exploitation de leur propre bourgeoisie, aggravée de celle de la bourgeoisie américaine, les prolétaires d'Europe doivent tendre à supprimer leur propre capitalisme pour être à même de se défendre contre les prétentions des banquiers américains.

Naturellement ces conflits ne sont pas particulièrement propres à assurer la stabilité sociale dans l'Europe « locarnisée ». La grève anglaise va grever de plus en plus lourdement l'industrie anglaise. De cela le concurrent américain profitera seul au début. Mais l'affaiblissement de l'impérialisme anglais, le mieux armé des impérialismes d'Europe verra le réveil du prolétariat anglais et des peuples asservis des colonies anglaises. La grève des mineurs sonne le ralliement des espérances des opprimés de l'Afrique et d'Extrême-Orient. De plus la classe ouvrière anglaise a fait, dans la lutte, des conquêtes appréciables. Elle y a gagné: 1° la conscience de la

lutte pour le pouvoir; 2° l'expérience d'une grève générale; 3° la méfiance envers les chefs de droite; 4° un parti communiste encore faible par le nombre, excellent par le travail, capable de guider la bataille des prolétaires anglais; 5° la connaissance de Baldwin et des conservateurs comme agents du capital anglais. Quatre élections récentes arrachant aux candidats conservateurs des sièges au profit des travaillistes, ont montré que la leçon avait porté un coup sérieux à la puissance politique des conservateurs sur les masses. La grève des mineurs devient un élément politique nouveau dans la bataille des classes. Cook, le 20 juillet, préconise comme solution de la grève de nouvelles élections balayant les conservateurs.

Le renforcement du prolétariat anglais, la trahison des leaders, la crise économique en Europe posent devant les ouvriers de France, avec une acuité que leur propre situation rend singulièrement pressante, la lutte pour le front unique et l'unité syndicale. Pour que la crise ne retombe pas sur le dos des seuls travailleurs, pour la défense des besoins vitaux, il faut dans chaque usine un seul syndicat et tous les ouvriers dans ce syndicat. Pour assurer la défense dans le cadre de la France, il faut une C. G. T. unique. Pour la concentration mondiale des prolétariats contre les stabilisations bourgeoises, un mouvement syndical unique dans une seule internationale.

Pour cela il faut arracher aux chefs de droite l'empire qu'ils ont encore sur les syndiqués. Front unique de la base au faîte. Les ennemis du front unique dans l'époque actuelle, de quelque idéologie qu'ils se réclament, sont les plus dangereux ennemis de la bataille ouvrière. Il ne faut pas rompre le Comité anglo-russe. Il faut étayer l'action du Comité anglo-russe par l'adhésion de masses de plus en plus larges au programme de l'unité syndicale internationale.

Devant la menace de la guerre du charbon et des conflits impérialistes en germe dans une stabilisation quelconque du capitalisme britannique nous devons dire que les mineurs anglais portent les espérances et soutiennent le combat de tout le prolétariat d'Europe. Au secours des mineurs anglais : secours financier, secours moral, secours politique en arrêtant les transports de charbon. Créer dans chaque usine, dans chaque port des Comités d'aide aux mineurs.

En lançant l'idée des syndicats de masse, joignons-y celles des Comités d'usine et des Comités de village, organes élémentaires du gouvernement ouvrier paysan. *Pourquoi?* Parce que seul un gouvernement ouvrier paysan appuyé sur la force vive du prolétariat, de la paysannerie et sur les couches les plus pauvres de la démocratie est capable:

1° De faire payer les riches;
2° De nationaliser les banques et les grosses entreprises;
3° De faire abolir les dettes de guerre.

Un gouvernement ouvrier et paysan en France aurait un tel retentissement révolutionnaire à travers le monde que les impérialismes y regarderaient à deux fois avant de se frotter au prolétariat victorieux.

La grève des mineurs offre une possibilité exceptionnelle de populariser dans les masses la compréhension des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Nous dirons aux ouvriers et aux paysans de ce pays ce qui est la conclusion logique et sérieuse de cette période historique. Les ouvriers de France, moins encore que les ouvriers russes sont capables de se sauver seuls, sans l'aide organisée des prolétariats des autres pays. Certes, c'est au prolétariat de France à faire chez lui l'effort nécessaire de la libération. Le geste de salut dépend de nous d'abord. Mais pour tenir, pour se ravitailler et pour reconstruire en économie socialiste l'économie ruinée de la bourgeoisie européenne, la France n'y suffira pas. Il faudra que l'expérience s'étende au delà de ses frontières. L'Europe forme désormais un tout industriel que les frontières des Etats capitalistes désorganisent et ruinent.

Aidons les mineurs anglais, exaltons le soutien des travailleurs russes, nous aurons besoin un jour peut-être proche d'une solidarité encore plus active. L'exemple des ouvriers de l'U. R. S. S. permet de faire pénétrer au cœur des masses ouvrières et paysannes la compréhension de la solidarité ouvrière internationale, base pratique des Etats-Unis socialistes de demain. Profitons d'une occasion précieuse. Préparons les voies théoriques et pratiques de la victoire du prolétariat d'Europe. Le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes sonne le glas de la bourgeoisie occidentale.

André Reymond.

Paris, 23 juillet 1926.

Demandez à votre cellule le "Bulletin d'information", qui paraît en même temps que ce numéro des "Cahiers", édité par les soins de l'Agit-Prop centrale, il contient une série de renseignements pratiques concernant la campagne que le Parti engage contre le ministère Poincaré.

BIBLIOGRAPHIE

« LES BOURREAUX »

Par BARBUSSE

❖ ❖ ❖

Livre de pitié et de pathétique. — Fascisme d'Etat, terreur blanche, terreur rose. — Le drame est aux Balkans, mais la cause est en France. — Tortures et supplices. — Histoire et philosophie. Espérance.

Barbusse vient de publier sous ce titre « *les Bourreaux* » (1) un livre qui est non seulement d'un intérêt passionnant, mais encore d'une actualité terrible. C'est une étude d'une vérité absolue (bien que l'expression en soit modérée) sur le *fascisme d'Etat* (voir page 43) dans la péninsule des Balkans, et notamment en Bulgarie et en Roumanie. Et il est dit et démontré que ce fascisme d'Etat, en comparaison duquel celui de Mussolini prend quelque apparence de modération, est le produit plus ou moins direct de la politique des nations victorieuses, surtout de l'Angleterre et de la France.

Mais, ce qu'il importe de ne pas oublier, c'est que ce livre est d'une lecture aussi aisée qu'un roman, et plus pathétique que le plus torturant des drames. C'est une publication *populaire* dans le sens excellent du mot. Tout le monde voudra lire et faire lire « *les Bourreaux* ».

Tout le monde s'apitoiera sur les souffrances infinies des victimes innombrables: combien de milliers et de milliers sont-elles? Et tous les cœurs, toutes les intelligences s'empliront de l'admirable philosophie politique que discrètement Barbusse a répandue partout, comme une consolation : « Votre destinée, dit-il aux peuples balkaniques (page 264) est la plus sombre dans la grande mêlée encore à moitié idéale que nous essayons de créer en nous mettant coude à coude, dans cette guerre civile libératrice où seules donnent encore des avants-gardes, et qu'il faut un jour déchaîner sur tous les vieux champs séculaires de bataille des guerres de race, pour détruire une bonne fois le brigandage et la barbarie.. » Et Barbusse sait bien que la part de la France bourgeoise, dans toutes ses tueries furieuses et sadiques de Bulgarie et de Roumanie, est immense: c'est elle en effet (page 262) « qui a étouffé la première révolution allemande; qui a étouffé la révolution prolétarienne hongroise et aidé directement le règne des soudards; qui a contribué triomphalement en Pologne, dans les Etats baltes (nous venons de vendre des sous-marins à la Lettonie, et des généraux lettons sont venus faire des simagrées hypocrites sur la pierre du soldat inconnu), en Espagne, à faire retomber

(1) Un volume in-18 de 282 pages, 10 francs.

les peuples dans leurs chaînes, et qui a fait tout ce qui lui était possible de faire pour opérer de même avec la Russie ». La France a laissé la Serbie, sa principale esclave orientale, dépecer le Monténégro d'une façon sauvage. Le chargé d'affaires de la France à Bucarest, M. Japy, trouve tout naturel qu'en Roumanie, « où l'on a l'habitude de battre les soldats », on batte aussi les prisonniers. Le vice-consul de France à Sofia, capitale de la Bulgarie, estime qu'on fait trop de bruit autour des atrocités infinies et inimaginables du gouvernement bulgare. Enfin notre ministère des Affaires étrangères falsifie impudemment et systématiquement la vérité en faveur du gouvernement roumain dans le *Bulletin de la Presse roumaine* que publient, aux frais du contribuable français, nos fonctionnaires du quai d'Orsay, à Paris : « Je sais, moi, Français, le rôle néfaste qu'a joué la France officielle en Europe depuis la guerre » (page 262). Cette déclaration formelle de Barbusse est une des moralités du livre des *Bourreaux:* C'est en Yougo-Slavie, en Roumanie, en Bulgarie, qu'on espionne, qu'on arrête, qu'on vole, qu'on viole, qu'on torture, qu'on brûle, qu'on fusille, qu'on noie, qu'on pend, qu'on assassine, qu'on mitraille, qu'on tourmente, qu'on supplicie, qu'on pousse au suicide les parents et les femmes des victimes, qu'on réduit à la famine et à la mort leurs misérables enfants. C'est en Yougo-Slavie, en Roumanie, et surtout en Bulgarie qu'un « gouvernement de professeurs, instauré et soutenu par des militaires » (*l'Année Politique,* janv.-févr. 1926) s'abreuve de crimes et de honte. C'est dans ces mêmes pays damnés que généraux, officiers, soudards, gendarmes, policiers, mouchards et fascistes s'enivrent de sang et, selon leur grade, se gorgent de richesses. Mais les principaux coupables, les premiers responsables, c'est notre personnel gouvernemental, depuis le président de la République jusqu'aux agents secrets de notre honteuse diplomatie. Car le fascisme *est un fait international:* « De par le monde, les brigands qui trônent ont leurs petits intérêts différents, mais leurs grands intérêts sont communs... Le capitalisme et le fascisme ont partie liée dans le monde entier... Cette gendarmerie de classe recrutée surtout dans les classes moyennes mécontentes et apeurées est partout en développement, soit sur le devant de la scène, soit dans la coulisse, au sein des pays de terreur blanche de là-bas, ou des pays de « *terreur rose* » comme le nôtre (la France) (pages 160-161).

*
* *

Telle est la terrible leçon — et combien utile et urgente — que renferme le livre de Barbusse.

Mais ce qui domine, et de beaucoup, dans les *Bourreaux,* ce sont les faits, les récits, les tableaux, les épisodes, les anecdotes, et surtout le pathétique. C'est à la fois un livre d'une densité prodigieuse, et d'une lecture claire, facile, et simplement, mais puissamment dramatique. Deux parties essentielles: *Dans l'Enfer de l'Europe* (pages 9-180), c'est-à-dire dans cette presqu'île balkanique, où la peur du bolchévisme, la peur de la Russie, *peurs inspirées par l'Angleterre et par la France officielles,* justifient tous les crimes, toutes les cruautés, toutes les tortures, et tous les vols. Mais cette haine du bolchévisme et de la Russie n'infecte que les classes capitalistes et leurs serviteurs fascistes, car « il n'y a pas au monde un homme qui soit plus probe qu'un Bessarabien, un Bulgare, ou un Turc » (page 26).

Seconde partie : *Le plus grand procès politique du monde* (pages 181-258). Il s'agit du procès fait par un conseil de guerre roumain, à Kichinev,

dans la prison militaire, en 1925, à 283 paysans bessarabiens, prétendus compromis dans la révolte de Tatar-Bunar. On sait que la Roumanie, notre alliée très douteuse de 1916, provoqua, dès 1917, un mouvement prétendu moldave dans la province *russe* de Bessarabie (entre le Dniester et le Pruth), fusilla en janvier 1918, les chefs du Congrès paysan bessarabien, annexa la Bessarabie, par surprise et par force, le 25 novembre, y provoqua, en janvier 1919, une insurrection durement réprimée, soumit à toutes les vexations ce malheureux pays, et enfin réussit à y faire naître, en septembre 1924, la révolte paysanne de Tatar-Bunar : de là le procès de Kichinev (capitale de la Bessarabie) où en 1925 furent jugés les 283 survivants des 500 (ou environ) paysans mis en prison (en 1924) pour ce procès monstre. Barbusse, avec Vernochet et Mlle Paule Lamy, du barreau de Bruxelles, alla en Roumanie (ainsi qu'en Bulgarie, à Budapest et à Vienne) à cette occasion, obtint son entrée au procès, fit son enquête, et aujourd'hui, il rapporte, dans son livre les résultats de cette enquête, fortifiée par de nombreuses lectures, et par des informations personnelles importantes.

Le livre se termine par un appel « *aux peuples balkaniques* » daté du 31 décembre 1925, et qui conclut par ce mot d'ordre : « La fraternisation des hommes, sous l'uniforme de misère, sous l'uniforme de soldat, et sous l'uniforme de sang ! » (pages 259-265).

Après quoi, une *Annexe* (267-280) établit que le gouvernement de Liaptchev ne vaut pas mieux que celui de Tsankov, l'auteur du coup d'Etat bulgare du 9 juin 1923, le *professeur aux mains de boucher.*

*
* *

Je n'essaierai pas de donner la moindre idée du martyrologe roumain, du martyrologe bulgare établis par Barbusse, et qui font le principal intérêt de ce livre de pitié et de douleur. C'est l'histoire poignante du *Fascisme d'Etat* qu'à dessein l'impérialisme anglo-français déchaîna partout: en Bulgarie, en Roumanie, en Serbie (cette Serbie qui dépeça le Monténégro), comme dans cette Hongrie où notre politique sauvage fut encore exagérée par le général Franchet d'Esperey, de sinistre mémoire.

A titre de spécimen, je prends au hasard deux pages (215-216) : En Bessarabie (volée à la Russie des Soviets), à Britchany, le 25 janvier 1919, le chef d'une troupe roumaine ordonne un bal. Les habitants y viennent, sous la menace du knout et du revolver. Femmes et jeunes filles dansent par force, avec les soldats et les policiers. Après le bal, on emmène les jeunes filles. On les viole. Le lendemain une fillette de 14 ans meurt d'une hémorragie interne. Une autre, de 18 ans, s'aperçoit huit jours après qu'elle a contracté une maladie vénérienne, et se suicide. Le 28 janvier, un cordonnier, Vassili Filko, est accusé de *bolchévisme,* attaché à un arbre, tailladé et dépecé par les officiers et les soldats, et quand il n'est plus qu'une plaie hurlante, pris pour cible. La cinquième balle, qui l'atteignit au front (par hasard) le délivra. Tout procès est précédé de *tortures* inimaginables : le feu, l'électricité, les instruments les plus sadiquement perfectionnés y contribuent; les parents aussi. Exemple: sous les yeux d'un accusé, sa mère est *crucifiée sur le plancher,* et martyrisée avec une science diabolique. L'Inquisition catholique est dépassée, et de beaucoup, par le fascisme d'Etat capitaliste. Et notez qu'il s'agit de plus de quarante mille victimes, en deux petits pays, et en quelques années seulement.

Tout cela est à faire lire. Et tout cela est scrupuleusement vrai. Livre de pitié et de pathétique, livre d'indispensable documentation. Le fascisme, il est là. Prenons-en connaissance par la lecture, afin de n'avoir point à le subir en fait.

*
* *

Notons, pour terminer, que ce petit livre, de lecture si aisée et si passionnante, est d'une richesse d'information et de pensée merveilleuse.

L'historien y trouve tout l'essentiel de la « *contre-révolution bestiale* » qui a suivi la guerre. Comment Barbusse a-t-il pu faire entrer dans son simple récit tant de vérités profondes ? C'est le secret de son génie. Mais nous avons le devoir de nous nourrir de ces vérités, et de plus, nous y goûtons un plaisir parfait, et une satisfaction très pure.

Il me faudrait un article de plus pour parler de la philosophie du livre.

Qu'il me suffise d'appeler l'attention et toute la réflexion de mes lecteurs sur ces quelques lignes (pages 126-127) : « ... La propagande communiste s'étend dans le monde entier. Elle consiste à inculquer aux travailleurs des villes et des champs le plan d'une rénovation sociale profonde basée sur l'égalité de tous, la souveraineté exclusive du travail producteur, *et sur l'élargissement des frontières de la collectivité humaine aux horizons du globe.* Cette propagande s'accomplit par l'interprétation et l'organisation des masses opprimées. »

EMILE CHAUVELON.

* * * *

ACTION DU PARTI

Un moyen d'agitation inemployé : LE PROGRAMME DU PARTI

Il arrive souvent que d'excellents esprits prêts à sympathiser avec notre Parti nous posent à brûle-pourpoint la question suivante : *Quel est votre programme ?*

Un militant initié n'est certes pas pris au dépourvu par pareille demande. Des formules générales, il sait extraire le contenu concret de la vie de tous les jours qui intéresse vivement l'auditeur. Ce dernier quitte le militant avec des aperçus nouveaux. La réflexion aidant, il sera tôt un sympathisant sincère, peut-être un membre actif du Parti.

La masse de nos adhérents est encore faible idéologiquement. Il faut l'armer pour engager vigoureusement et avec certitude la propagande communiste et pour contrecarrer ou détruire celle de nos ennemis.

— *Comment* ?

— Par le Programme du Parti.

Nous nous devons de répondre avec clarté, avec force, sans échappatoires, à la question suivante : *Si vous, communistes, étiez au pouvoir, comment gouverneriez-vous ?*

— Que feriez-vous pour l'enfant, la femme, le vieillard, l'ouvrier, le paysan, le soldat ?

— Quelle serait votre attitude envers les petits patrons, petits commerçants, petits industriels et les classes moyennes en général au lendemain de la prise du pouvoir par le prolétariat ?

— Que deviendraient les techniciens ?

— Comment seraient gérées les finances, organisés l'enseignement, l'assistance publique, etc., etc ?

— Et les syndicats ouvriers ? Quel serait leur rôle ?

Le camarade lecteur constatera que nous posons une foule de questions d'une manière anarchique, notre but n'étant que d'attirer l'attention des camarades sur la *nécessité* absolue d'un programme du Parti portant non seulement *sur des généralités* mais donnant des *précisions d'ordre vital.*

L'établissement du programme est *une très grosse et très délicate question.* Un pareil document ne devra voir le jour que composé par les meilleures compétences du Parti et de l'Internationale. Il sera tenu

rigoureusement le plus grand compte des réalisations socialistes possibles et des forces potentielles du pays.

L'état des forces de production en France permet au P. C. F. de déclarer que le communisme peut faire pour les masses laborieuses françaises davantage que ce qu'il a pu en Russie pour les raisons historiques et économiques (mais surtout économiques) que chacun sait.

Il faut que le programme du Parti voie le jour le plus tôt possible, ce qui ne veut pas dire avec hâte.

Il sera dans les mains de nos milliers d'adhérents et de sympathisants un levier d'agitation et de propagande d'une portée incalculable.

PH.-A. GRAZIANI.

* * * *

Le plan du Comité des Experts ne résoudra pas la situation =

Si la situation financière de notre bourgeoisie traverse une phase critique qui menace sa vie, elle nous impose une étude très approfondie et nous devons démontrer aux yeux des masses que seuls nous sommes capables de la résoudre.

Après des tentatives de toutes sortes pour résoudre le problème financier, la bourgeoisie s'engage dans la voie de la stabilisation.

Il n'est question, pour le moment, que du plan des Experts.

Quelles sont ses lignes générales :

1° Diminution de l'impôt sur les riches, impôt sur le revenu, abaissement des droits de succession, etc...

2° Augmentation des impôts indirects, impôts de large consommation d'un produit immédiat et régulier et dont le relèvement s'accroît avec la hausse des prix (disent les experts).

Puis la stabilisation à l'aide d'un emprunt à l'Amérique de la valeur de 200 millions de dollars.

Les conséquences de la stabilisation d'après le rapport des Experts seront les suivants :

a) Crise ministérielle;

b) Diminution des salaires et traitements, mais maintien du coût élevé de la vie;

c) Chômage.

Contre ces conséquences le plan prévoit :

L'application libérale de la loi de huit heures. (Augmentation de la journée de travail).

Contre le chômage : rapatriement des ouvriers étrangers dans leur pays d'origine.

Travailler plus et consommer moins.

Voici dans ses grandes lignes le contenu du plan adopté par Caillaux, ministre des Finances.

Ce plan est le plus joli diplôme d'incapacité de la bourgeoisie de résoudre sa crise.

Sur quoi les experts se taisent

Quelles sont les ressources de la Trésorerie de la bourgeoisie : 500 millions.

Pour le début de la stabilisation il est nécessaire d'obtenir un emprunt de 200 millions de dollars, soit 7 milliards 696 millions de francs papier.

Au mois d'août il faut payer à l'Angleterre 8 millions de livres, soit 1 milliard 698 millions 800.000 francs papier.

Dépenses à prévoir pour le corps expéditionnaire du Maroc et de Syrie.

En outre, d'après l'accord Mellon-Berenger, la première annuité, celle de 1926, s'élève à 30 millions de dollars, soit 1 milliard 154.400.000 francs papier.

Voici près de trois milliards détournés de leur but et la stabilisation en perspective de maladie.

Voyons quelques autres points plus intéressants.

Augmentation des impôts indirects, impôts de consommation. Quelle va être la situation pour la majorité de la population : le prolétariat ?...

Pour une partie, le chômage. Pour tous la diminution des salaires et traitements et le maintien de la cherté du coût de la vie. Le plan des experts ne nie pas que la baisse des prix ne suivra pas celle des salaires.

Ceci veut dire sous-consommation pour le prolétariat.

Cette tactique déterminera un ralentissement de l'activité économique. Donc le fisc, qui doit tirer ses ressources des transactions, les verra réduites par suite de leur ralentissement.

Nous pouvons prévoir, malgré l'écrasement fiscal du prolétariat, un déficit plutôt qu'un excédent, aggravé encore par l'exonération des impôts aux riches.

Augmentation des heures de travail dans le but de produire davantage.

Produire plus disent les experts.

Suivons leurs déductions afin d'en établir la contradiction.

Comme condition préliminaire se pose la conquête des débouchés. Si ceux-ci sont restreints, il est évident que la surproduction est vaine. Pour que la surproduction réalise un enrichissement il faut qu'elle se traduise par un surcroît d'exportation. Comme ces débouchés sont loin d'être illimités il faudra les trouver au détriment d'autres pays exportateurs. Les marchandises de ceux-ci ne pourront être évincées que par la vente à bas prix. Nous savons, et c'est toute la théorie capitaliste, que cela se traduit par l'augmentation des heures de travail et la diminution des salaires.

Je n'ai pas à ma disposition assez de matériaux ni de temps pour me livrer à une démonstration approfondie. Je vais me servir de ce que je possède :

Deux pays, pour les mêmes causes, viennent d'augmenter les heures de travail : l'Italie et l'Angleterre. Les ouvriers de ces deux pays, tout comme nous, sont sous la menace de payer les dettes à l'Amérique.

En Italie la situation financière est mauvaise. Le Duce engage ce qu'il appelle sa bataille économique. Malgré l'introduction des capitaux américains la balance commerciale est en déficit de un milliard par mois depuis le début de 1926. La concurrence française due à la baisse du franc est citée comme étant l'œuvre des causes de l'affaiblissement des exportations. Pour résoudre le problème l'autorisation est accordée aux patrons de prolonger les heures de travail. Nous voyons l'Italie engager la bataille pour les débouchés.

En Angleterre la livre maintient sa parité, or sa situation économique n'est guère brillante. Pour continuer la guerre et augmenter son profit elle a transporté une partie de son industrie dans ses colonies.

Elle se trouve devant ce fait qu'une partie de ces colonies, qui étaient alimentées par les industries de la métropole, se suffisent à elles-mêmes. Le fait est le plus saillant aux Indes où le nombre des métiers à tisser, de 1913 à 1923 augmente des 2/5e. Le nombre des fuseaux de coton augmente des 5/9e.

Je n'ai pas de statistiques générales, mais il est indubitable que l'importance des industries indigènes va croissant dans les colonies anglaises.

D'une part, elle se trouve concurrencée sur le marché mondial, par les pays à change bas, d'où réduction des débouchés.

D'autre part, l'augmentation des industries indigènes dans les colonies anglaises réduit d'autant ses facilités d'exportation.

Nous pouvons constater que pour l'Angleterre la concurrence française se fait sur le fer. Pour l'Italie, sur l'industrie lainière et en général sur toutes les industries italiennes.

Revenons à la France.

Malgré toutes ces conditions favorables pour l'exportation, la balance commerciale se trouve déficitaire.

En outre, dans l'ensemble, la production a presque atteint son niveau d'avant guerre, particulièrement pour le charbon, l'acier, l'industrie mécanique.

La baisse du franc a permis la concurrence sur le marché mondial et l'écoulement des marchandises.

La stabilisation du franc, en augmentant le prix des produits exportés influencera sur la concurrence établie précédemment auprès des pays à change élevé.

Il est à prévoir qu'une partie du marché sera fermé aux produits français, d'où crise des débouchés.

Nous assisterons à une accumulation de marchandises et à une misère accentuée pour le prolétariat.

Il s'ensuivra un conflit aigu entre le capital et le travail qui d'économique au début pourra être guidé révolutionnairement.

Seul, le Parti pourra résoudre la situation

La crise des débouchés vers laquelle la bourgeoisie se dirige inévitablement fera mûrir les évènements révolutionnaires.

Nous devons suivre très attentivement la situation économique à l'échelle mondiale.

La stabilisation sur le dos des travailleurs ne résoudrait pas la situation mais ne retarderait que l'heure de la Révolution.

Elle permettrait à la bourgeoisie de maintenir sa domination chancelante et accumulerait les contradictions qui doivent être sa perte.

Nous devons démontrer aux travailleurs l'impuissance de la bourgeoisie à résoudre sa situation vu ses contradictions.

Vulgarisons nos mots d'ordre, commentons-les, prouvons l'impuissance de la bourgeoisie, ainsi nous pourrons gagner la sympathie des masses et les guider vers la Révolution.

DEVOS.

A propos de " trahison "

Dans un précédent numéro des *Cahiers*, le camarade Saint-Jacques a cru devoir nous rappeler — ce que nous savions déjà depuis longtemps — qu'il n'entendait absolument rien à la politique coloniale du Parti. Remâchant quelques-unes de ces indigestes expressions qu'on eut l'occasion, l'an dernier, de trouver sous la plume des plus notoires souvarinistes de la *R. P.*, Saint-Jacques affirme que le Parti f... le camp à l'eau. De là à s'offrir comme sauveteur il n'y a qu'un saut de puce. Si nous étions entourés de sauveteurs à la Saint-Jacques, il y a longtemps que nous serions noyés.

Je ne chicanerai pas Saint-Jacques pour quelques élans de mauvaise humeur. Personne, dans le Parti, ne se souciera de lui contester le droit d'émettre des idées fantaisistes sur la stratégie des lutte antiimpérialistes, comme personne n'a disputé au fameux Lebaudy son titre d'Empereur du Sahara. Ce que nous pouvons lui dénier, c'est le droit (!) de traiter notre Parti comme une tribu de Niams-Niams.

Nul ne saurait, à la vérité, prendre au sérieux les lumineux apophtegmes qu'il profère avec un ton solennel de pédant méconnu. Et, ma foi, je ne vois aucun inconvénient à ce qu'il sonne le ralliement de la considération universelle pour ses qualités de stratège « colonial » extra-lucide. Cela ne peut déranger en rien le cours de nos occupations quotidiennes.

Il est notoire que Saint-Jacques participe de très loin, en amateur et chaque fois qu'il y a lieu de critique, à l'activité du Parti en matière coloniale. Telle est la raison profonde de ses divagations. Car, les faits, il ne les connaît pas.

Ainsi, Abd el Krim aurait trahi son peuple. Il est heureux, à cet égard, que l'histoire de cette « trahison » nous soit contée par une revue impérialiste (1) qui rétablit les faits de la manière suivante :

Au début de la dernière offensive franco-espagnole de mai, Abd el Krim apprend coup sur coup la défection de plusieurs tribus de la frontière. Ses troupes régulières vont se trouver bientôt seules contre un ennemi dix fois supérieur en matériel humain. Le chef rifain veut connaître toute l'étendue du désastre dont son malheureux pays est menacé.

Il s'agit, ici, de fixer un point d'histoire... A la tête d'une centaine de réguliers, dans la nuit du 24 mai, Abd el Krim fonce sur le village de Tamerkelt, poste avancé de l'offensive ennemie. Jusqu'au lever du soleil, sa petite troupe s'accroche au terrain, tiraille, mène un feu d'enfer. Des morts de chaque côté. Mais la partie est perdue. Le chef rifain se retire avec les survivants. Il a compris que c'était la fin.

S'il avait eu le dessein de trahir les siens, aurait-il risqué sa vie dans une aventure de ce genre ? Il faut mal comprendre l'âme musulmane et encore moins celle d'un Berbère pour prétendre qu'Abd el Krim eût échappé à la justice de son peuple, au cas où il eût décidé de le trahir.

Avant de prendre une détermination qu'il savait être la fin de sa liberté personnelle, le chef rifain a réfléchi, mesuré la portée de son

(1) *L'Afrique Française*. Juin 1926.

geste, examiné et pesé toutes les conséquences de l'acte auquel l'amenait fatalement une défaite de ses troupes.

Il savait que sa reddition personnelle n'entraînerait pas forcément celle de tous ses partisans. Les événements ne lui ont-ils pas donné raison depuis ?

Il savait aussi que si les Français parvenaient à s'accrocher solidement aux flancs des montagnes rifaines, l'investissement de son pays ne tarderait pas à prendre l'allure d'une conquête rapide et cruelle. Pris entre deux feux, le Rif devait aussitôt devenir un brasier formidable, un cimetière immense. Le Rif, foyer ancestral de la rébellion anti-maghzénienne, était appelé à disparaître comme agglomération humaine, *parce que ce n'est que de cette manière que les impérialistes franco-espagnols auront la « paix » au Maroc.*

J'ai toujours considéré, pour ma part, qu'Abd el Krim ne pouvait être vaincu que par l'effritement de ses groupes de réguliers sous le feu de l'ennemi. Jamais le chef riffain n'a été illusionné par la puissance active qui pouvait lui venir de l'adhésion des tribus de la frontière. Il n'attachait de prix qu'à l'organisation. Et toute son activité depuis six ans montre clairement que le chef rifain a été un organisateur de belle envergure.

S'il est une chose que nous devons regretter amèrement, Saint-Jacques, c'est que de soi-disant révolutionnaires aient sciemment saboté l'action du Parti contre l'impérialisme français. Car toute la volonté guerrière de cet impérialisme était guidée par le souci d'empêcher qu'en un point de l'Afrique du Nord se réalise, dans les faits, la pensée directrice d'une civilisation qui renaît. On n'a pas voulu d'une expérience qui menaçait, d'une manière redoutable, l'avenir de l'impérialisme français, en Afrique du Nord principalement. Cette expérience, répétée ailleurs, c'était à brève échéance l'effondrement d'autres puissances coloniales.

Sans doute des nations impérialistes peuvent ne pas se faire la guerre pour une possession coloniale; mais seulement lorsque cette possession coloniale convoitée de part et d'autre a donné lieu à des compensations satisfaisantes. Elles peuvent aussi s'entendre, ces mêmes nations, pour protéger leurs colonies contre le virus bolchévik. Ce qui n'est pas une mince affaire. Mais il est certain qu'on n'évitera pas de nouvelles guerres capitalistes, européennes ou extra-européennes, pour la possession d'autres domaines d'exploitation impérialiste. Et il n'est pas insensé de dire que nous pourrions encore voir des pays européens s'entre-déchirer pour une question de colonies. Le problème méditerranéen n'est pas un mythe, Saint-Jacques. Il fera encore couler du sang, après les paroles et l'encre.

*
* *

En fait de « Singeries », je pense que Saint-Jacques est un peu là ! Et puis, que signifie donc cette manière de mépriser les avis, les conseils d'un prolétariat qui a fait sa révolution, qui a fait déjà plusieurs expériences révolutionnaires ? Les détracteurs impénitents du « bolchévisme russe » peuvent-ils, voudront-ils enfin montrer plus de pudeur et d'honnêteté à l'égard des militants du P. C. français qui mettent toutes leurs qualités, toutes leurs forces, tout leur dévouement au service du prolétariat de ce pays ? Jusques à quand aurons-nous la force et la patience de supporter les sarcasmes imbéciles, ce dénigrement systématique dont sont

l'objet les meilleurs d'entre nous tous ? Nous ne croyons à l'infaillibilité de personne, mais nous voudrions voir que les militants qui ont la confiance de l'Internationale et du Parti français puissent aussi jouir du respect de tous ceux qui s'affirment communistes. On « singe » lorsqu'on copie servilement, aveuglément. Dans notre Parti il ne peut y avoir qu'une émulation, dans le cadre des directives générales érigées en principes par les congrès nationaux et mondiaux.

Aussi bien, je dis qu'il est malhonnête de continuer certains procédés nuisibles contre des militants qui ont la confiance du Parti, à quelque poste qu'ils se trouvent placés.

Et je dis que c'est agir en contre-révolutionnaire que d'être systématiquement « opposant » pour le plaisir (?) de critiquer. Je ne veux pas insinuer que Saint-Jacques mérite d'être ainsi catalogué. Je sais trop que son tempérament impulsif et son extrême nervosité l'empêchent de comprendre quoi que ce soit à la tactique. Ce n'est pas un malheur. A la vérité, ce n'est qu'une infirmité.

Que Saint-Jacques soit assuré cependant de ceci : c'est que le jour où une révolte « ouvrière et paysanne » éclatera aux Antilles, nous le prierons de prendre le plus prochain bateau pour ce pays et lui confierons le soin de faire triompher ses méthodes là-bas. Dame ! quand on se prétend stratège « colonial », on ne peut pas refuser de faire de la stratégie sur place et quand le moment est venu (1).

PIERRE FERRAND.

(1) Pour que Saint-Jacques, « colonial » natif de Neuilly-sur-Seine ne se méprenne pas sur mon compte, je lui fais savoir que je suis Algérien de 3e génération (1830) et que je ne réside à Paris que depuis deux ans. J'ajoute que je ne suis pas de la C. C. coloniale et que je n'ai pas le désir d'en être.

Toujours de la critique

Dans le numéro 52 des *Cahiers*, le camarade Saint-Jacques part de nouveau en guerre contre le Parti qui a, d'après lui, commis de nombreuses et graves fautes au sujet de la guerre du Rif.

Premier grief : Avoir soutenu un chef féodal; deuxième : fureur contre le Parti, qui a démontré les possibilités d'un conflit européen au sujet de la guerre du Maroc; troisième : sabotage du front unique.

Je pense qu'il ne faudrait tout de même pas prendre les camarades du Parti pour des imbéciles. Il est bien évident que le rôle du Parti n'est pas de soutenir partout et en toute circonstance un chef féodal quelconque.

Le Parti s'est largement expliqué sur cette question du chef rifain. Saint-Jacques, dans son article, parle du Rif sans y voir l'impérialisme français. Je trouve moi que nous avons bien fait de soutenir un mouvement qui pouvait porter un coup sérieux à nos gouvernants impérialistes. Ce résultat eût pu être obtenu, si des camarades, genre Saint-Jacques, avaient fait autre chose à ce moment-là, que de pondre des volumes de thèses, de contre-thèses, de combattre la direction et de mettre des bâtons dans les roues.

Pour la possibilité du conflit européen, Saint-Jacques n'est vraiment pas sérieux. La façon dont se règlent les affaires riffaines démolit ses affirmations, et il n'a qu'à se renseigner sur l'action italienne en Tunisie.

Pour ce qui est du front unique, là aussi le parti s'est largement expliqué. Les fautes commises ont été franchement reconnues. Il reste maintenant à savoir si, oui ou non, le congrès a mis fin à la discussion et arrêté les critiques de la droite.

Saint-Jacques écrit: le deuxième point sur lequel nous sommes en désaccord, etc... Est-ce que Saint-Jacques écrit pour défendre un point de vue personnel ou celui d'une fraction ? Qui est-ce « nous » ?

Et en conclusion, notre guerrier nous promet de nouveaux textes sur la question. A mon humble avis, il vaudrait mieux, Saint-Jacques que tu apportes des suggestions pour résoudre le problème colonial, puisque tu dis que le Parti n'a pas, sur cette question, de ligne politique. Travaille aussi à ton rayon, sur l'étendue duquel tu touches un très grand nombre de coloniaux, et où le Parti a beaucoup à faire. Critiquer est chose très facile. Organiser le travail est chose plus ardue. Mais il n'y a pas de doute, avec le concours d'un camarade aussi actif que toi, on pourrait faire du bon travail et obtenir de grands résultats.

Seulement il faudra faire autre chose que de donner des coups de plume, il faudra mettre la main à la pâte.

G. CITERNE.

Sur le problème rifain

Comme suite à mon article paru dans le n° 52 des *Cahiers* je présente ici quelques-unes des contradictions fondamentales fournies par la direction au cours de la campagne du Maroc. Il ne s'agit pas de les énoncer toutes, celles-ci sont citées en exemple seulement car la campagne n'a été faite pour ainsi dire qu'au moyen de contradictions.

Humanité du 18-6-25, dans un article signé Cachin :

Si la France et l'Espagne conjuguées finissent par vaincre les Rifains, on donnera le Rif à l'Espagne, conformément aux traités secrets de 1904, traités d'imposture et de honte.

Humanité du 19-6-25 :

La France attendait la débâcle de l'Espagne pour s'approprier, aux dépens de celle-ci, le territoire du Rif.

Grange-aux-Belles, discours Doriot :

Le peuple français s'émeut enfin. Au début, nous étions seuls. Franklin-Bouillon réclamait contre nous l'exécution immédiate. Aujourd'hui, dans le deuxième secteur, sous la poussée de l'opinion publique, radicaux et socialistes ont dû voter pour les « alliés d'Abd el Krim » que nous sommes.

Vous avez bien lu, camarades, il s'agit d'Abd el Krim et non du peuple riffain. Et cette affirmation qu'au début nous étions seuls alors que même les réformistes ont protesté et que nous devons à une direction incapable d'avoir manqué le front unique. Mais comme nous le verrons encore Doriot voit volontiers à l'envers.

Dans un schéma de conférence remis par la commission coloniale :

La république rifaine sur le modèle des républiques confédérées, armée et administration européennes.

Puisque c'était à l'européenne, c'était du nanan. Mais quelle farce! Abd el Krim était un féodal, et son mouvement caractéristique ne pouvait pas se confondre avec un mouvement exprimant en même temps les aspirations sociales du peuple.

Et un peu plus bas, dans le même texte, l'abd-el-krimisme qui vient s'inscrire en faux contre la prétendue organisation démocratique.

Abd el Krim, grand chef religieux, organisateur et homme politique remarquable (*sic*).

Et cette bourde :

Les Espagnols ont été chassés. Ils n'occupent plus que quelques points de la côte.

On sait pourtant qu'une grande partie du Rif a toujours été occupée par l'Espagne. Mais la géographie n'a jamais embarrassé la direction. Après cela vient une description rocambolesque de la république rifaine,

où l'organisation féodale musulmane est tout simplement prise pour une organisation démocratique genre américain.. En somme, tout au long de la campagne, ce furent de grands mots ou des affirmations désordonnées émises par de prétentieux ignorants, mais aucune directive n'a pu se dégager. Entre autres, devant plus de vingt camarades témoins, au cours d'une assemblée coloniale au début de la guerre, alors que j'apprenais à Doriot qu'il existait des gisements miniers au Rif et que, convoités par les entreprises bourgeoises, ils étaient un enjeu de la guerre, Doriot me répondit avec cette suffisance et ce sourire qui abondent aux lèvres du sot :

« Ce ne sont pas les quelques dollars de minerai du Rif qui intéressent les impérialistes, c'est le détroit. »

Et nous eûmes grand'peine à lui faire admettre que Gibraltar n'était pas en face du Rif.

Relevé dans le n° 3 du journal *Al-Alam Al-Alhmar*, organe des travailleurs coloniaux édité par le Parti communiste S. F. I. C. Discours de Doriot à la Chambre :

Dans tout ce discours Doriot considère que la guerre rifaine est totalement terminée. Naturellement Abd el Krim n'est plus ! Exemple :

Et je veux vous dire aujourd'hui que ce n'est pas le jour de notre victoire que nous allons nous arrêter de protester.

Ce petit Etat indépendant a existé pendant cinq ans. Il a été détruit par votre offensive militaire.

Et :

La guerre finie, vous voulez profiter des hommes, des munitions et des avions que vous avez là-bas pour liquider les dernières tribus qui, au Maroc, vivaient indépendantes, et qui cependant ne vous attaquaient pas. (Il s'agit de la tache de Taza.)

Mais lorsque l'on tourne la page on voit sous la signature de Calor, éminence plus que grise de Doriot, après un exposé de la guerre rifaine :

Certes les conditions de lutte sont moins favorables aux insurgés qu'il y a quelques mois; mais, malgré cela, la guerre durera probablement encore assez longtemps.

Et là c'est l'éminence qui a raison.

Si avec cela un camarade peut me définir comment la direction du P. C. a apprécié le mouvement rifain ou ce qu'a été la guerre du Rif il aura des prunes à la Noël.

Evidemment je vous fais grâce de l'Italie voulant s'emparer de la Tunisie, du succès du mot d'ordre de fraternisation, comme de celui de la grève générale, l'évidence est devenue un sens petit bourgeois. Et, hélas, ce confusionnisme règne en maître dans l'action coloniale où les camarades français trouvent des emplois de débarras.. Et ignorant tout le problème ils sont comme des débarqués du dernier train qui s'étonnent de tout ce qu'ils voient et l'interprètent à faux.. Mais qu'importe ! N'y a-t-il pas *l'Humanité* pour déclarer sur six colonnes : Doriot a cravaché l'impérialisme, notre camarade a forcé l'admiration. Mais ce qui doit être dit aussi c'est que les coloniaux en ont assez, qu'ils ne veulent même pas de la colonisation politique et que s'ils ne peuvent pas avec ceux-ci faire

leur politique ils la feront seuls. Le Congrès de Lille nous a été interdit, mais nous serons entendus quand même.

L'exemple rifain prouve que le Parti ne s'est occupé de cette grave affaire que lorsqu'il fut mis au pied du mur par la guerre. Or, personnellement, et comme en font foi des lettres ainsi que mon intervention dans le grand meeting de Courbevoie, il y avait un an que je cherchais à attirer l'attention du Parti sur le Rif.

D'autres camarades et *la Lutte Sociale* d'Alger s'en étaient également préoccupés.

Pourtant le Parti resta sourd et quand il fut mis au pied du mur il ne connaissait rien, l'appareil de la direction coloniale entra en lutte avec les seuls camarades compétents parce que ceux-ci protestaient contre sa tactique. Et ce fut alors une succession de gueulardises et d'erreurs.

SAINT-JACQUES.

* * * *

Le Gérant : BELLANGER.

IMP. L'UNION TYPOGRAPHIQUE VILLENEUVE - SAINT - GEORGES

En vente à la LIBRAIRIE de L'HUMANITÉ
120, rue Lafayette, PARIS (xe)

L. TROTSKY

Europe et Amérique

Prix . . . . . 6 fr.

* * *

Où va l'Angleterre ?

Prix . . . . . 8 fr. 50

Parmi les phénomènes qui caractérisent la phase actuelle du déclin du capitalisme, il en est deux qui sont plus que jamais à l'ordre du jour : c'est, d'une part, l'hégémonie croissante de l'impérialisme américain, et, d'autre part, la décadence de l'Empire britannique.

Les deux livres de notre camarade Trotsky, que le *Service des Éditions* de la *Librairie de l'Humanité* vient de publier coup sur coup : EUROPE ET AMERIQUE et OU VA L'ANGLETERRE ? examinent d'une façon magist ale les différents aspects des problèmes que posent ces deux faits fondamentaux, et en dégagent en même temps les conséquences inéluctables.

Tous les communistes liront avec un véritable plaisir ces deux livres de Léon Trotsky, écrivain et polémiste de tout premier ordre.

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

VIVANTE-DOCUMENTÉE
PARAISSANT SUR 8 PAGES
PUBLIE
DES Nos SPÉCIAUX SUR LES PRINCIPAUX ÉVENEMENTS DU MOUVEMENT COMMUNISTE, LES CONGRÈS ET LES THÈSES DU COMITÉ EXÉCUTIF.

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

TARIF DES ABONNEMENTS

1 MOIS	3 fr
6 "	15 fr
1 AN	30 fr

ADRESSER LES FONDS A L'HUMANITÉ
CHÈQUE POSTAL 209-61 PARIS

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

L'UNION TYPOGRAPHIQUE. VILLENEUVE-SAINT-GEORGES